



POUR "OCCUPATION ILLÉGALE" DES
POSTES À QUAI AU PORT DE ANNABA
**Des patrons de
bateaux de pêche
poursuivis en justice**

P. 24

SKIKDA
**UN JEUNE HOMME
MORTELLEMENT
FAUCHÉ PAR UN TRAIN**

P. 4

MIDI

ISSN : 1112-7449



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 1803 | Mercredi 20 février 2013 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

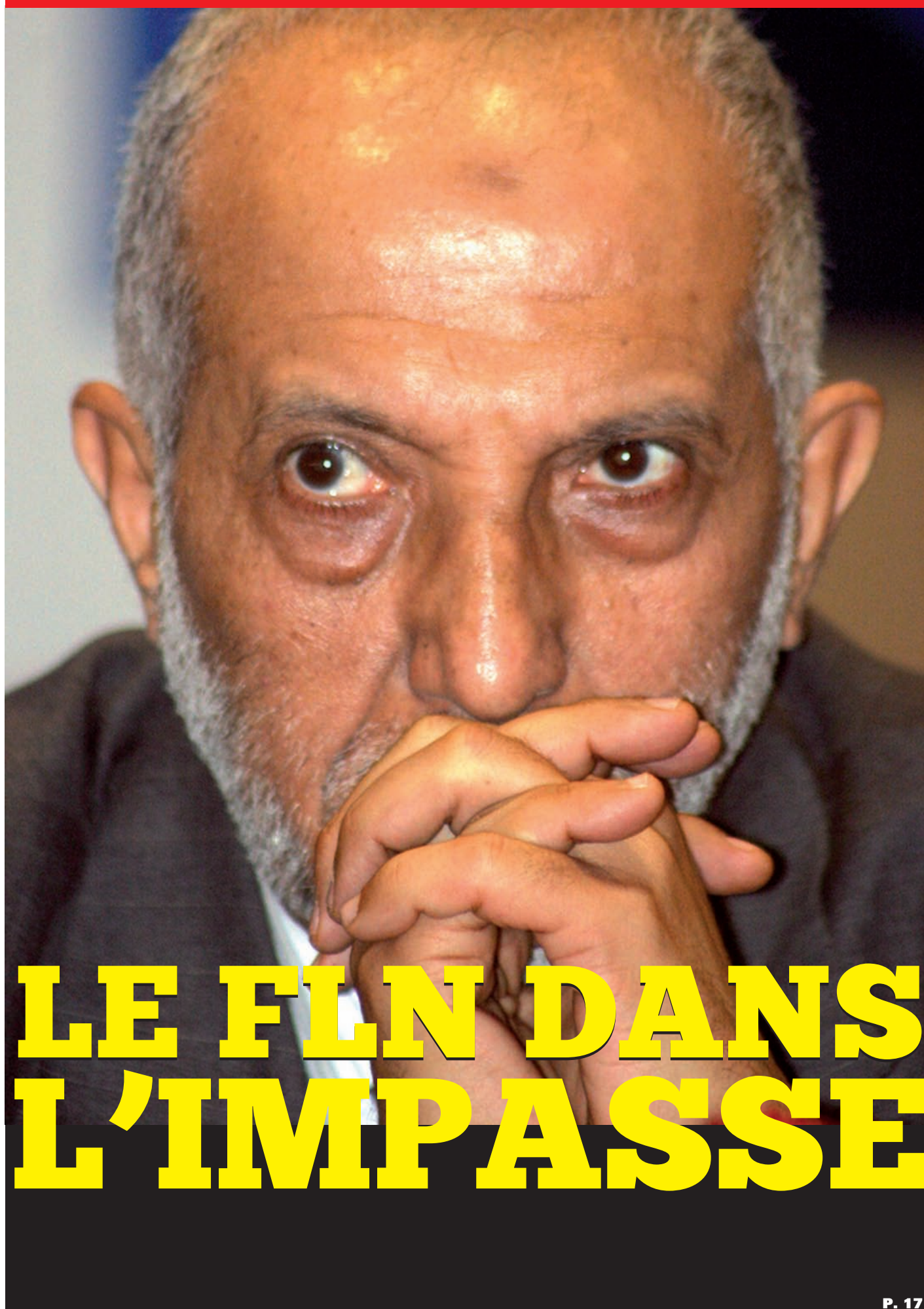
HALILHODZIC



**«Investir
dans
l'échec de
la CAN
2013»**

P. 17

LES DIVERGENCES PERSISTENT



LE FLN DANS L'IMPASSE

P. 17

DEUXIÈME JOUR DE LA
GRÈVE DU SNAPAP

**La tutelle fait
toujours la
sourde oreille**

P. 17

EL MAHROUSSA SE
MEURT À PETIT FEU...

**SOS
patrimoine
en péril !**

P. 17

ECHANGES DE L'ALGÉRIE
AVEC LE MONDE ARABE

**968 millions
de dollars
d'excédent
commercial
en 2012**

P. 17

PAR MANQUE DE BUDGET
ET ABSENCE DE FORMATION

**La sécurité
informatique
en péril**

P. 17

EN SITUATION IRRÉGULIÈRE,
ELLES SONT AUSSI ARRÊTÉES

**Les violeurs
des deux
Maliennes à
Oran arrêtés**

P. 17



44

millions d'unités de pétards ont été saisis lundi au port d'Annaba, a-t-on appris de la direction régionale de la Douane. Ces pétards, d'une valeur financière de 300 millions de dinars, étaient entreposés dans 4.500 cartons.

85

interventions de pose de prothèses du genou et de la hanche ont été programmées au niveau de l'établissement public hospitalier Mohamed-Boudiaf de Ouargla.

220

clients d'Actel sont privés d'Internet à Bouzedjar depuis le 17 février, en raison d'un vol de câbles téléphoniques, a-t-on appris du chargé de la communication de la direction des télécommunications de Aïn-Témouchent.

3,5 milliards DA pour renforcer le réseau électrique à Adrar

Une enveloppe de 3,5 milliards de dinars a été consacrée au renforcement de la distribution de l'électricité dans la wilaya d'Adrar dans le cadre du plan d'urgence 2013 de l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz-Ouest), a-t-on appris des responsables de l'entreprise. Ce plan prévoit la mise en place, à travers les différentes communes de la wilaya, de plus de 400 transformateurs électriques d'une capacité de 630 kilovolts l'unité, dont quatre transformateurs retenus pour la commune frontalière de Bordj Badji-Mokhtar, a indiqué le directeur local de Sonelgaz, Lazhari Mâachou. L'opération permettra d'améliorer l'alimentation en électricité et de remédier aux fréquentes coupures en cette énergie relevées, notamment, en période estivale, marquée par des pics de consommation en raison des rudes conditions climatiques lors de cette saison dans cette région dans l'extrême-sud du pays. Soixante-deux transformateurs ont été installés à la mi-février dans le cadre de cette opération qui devra prendre fin avant l'été prochain, a-t-on précisé à l'entreprise Sonelgaz. Ces installations devront, une fois opérationnelles, atténuer la surcharge sur l'actuel réseau électrique pour au moins une décennie, selon M. Maâchou qui signale le lancement aussi d'autres opérations par l'entreprise dans le cadre du renforcement du réseau électrique dans la région. Elles consistent en la réhabilitation de 7 km du réseau électrique souterrain de la ville d'Adrar, 35 km à Timimoune, 5 km à Aoulef et 1,5 km à Reggane, a-t-il détaillé. Sonelgaz a procédé, dans le cadre de son programme de développement, à la rénovation de 300 pylônes électriques au niveau des communes de Bouda, Tit et Ouled Saïd et à Ksar



Meraguane, commune d'Oued Sbâa, ayant connu l'effondrement de certains pylônes suite aux vents violents, a-t-on ajouté de même source. Cette société a aussi, dans le but d'assurer un bon fonctionnement de ses installations, mobilisé des équipes techniques, à la faveur d'une formation de ses éléments, au niveau des 11 daïras de la wilaya d'Adrar, qui auront à prendre en charge d'éventuelles défaillances sur le réseau électrique.

Des escapes commerciaux pour les coopératives de femmes



La création d'espaces commerciaux pour la promotion des productions des différentes coopératives et autres micro-entreprises de femmes, a été soulignée, lundi à Béchar, par les participantes à la 3e édition du festival de la femme de la Saoura. Les représen-

tantes d'une vingtaine de coopératives et associations féminines locales prenant part à cette manifestation ont émis le souhait d'un "soutien" de la part des autorités locales pour l'ouverture, dans les grandes agglomérations de la wilaya, de marchés dédiés aux productions de ces coopératives et associations. Les productions de ces entités sociales et économiques portent sur les effets vestimentaires, modernes et traditionnels, les denrées et produits alimentaires du terroir, l'artisanat traditionnel et artistique, ainsi que la tapisserie et la vannerie. "Nous souhaitons la création de marchés spécialisés en ces produits, pouvant être d'un apport très important au développement et à la promotion des micro-entreprises créées ces trois dernières années par une cinquantaine de femmes à travers la wilaya", a précisé la présidente de l'association féminine locale Sarkhat El-Fatat, principale organisatrice de ce festival local. Le programme de cette manifestation, qui s'étalera sur trois jours, prévoit plusieurs activités en plus d'expositions sur les réalisations des associations participantes. Il s'agit, notamment, d'ateliers sur la consécration de la citoyenneté, la participation des femmes à la protection de l'environnement et à la lutte contre la drogue et la toxicomanie. Ces ateliers, auxquels est attendue la participation de 140 femmes, seront encadrés par des spécialistes locaux au niveau de la maison de la culture qui abrite les activités de ce festival.

Nécessité du développement du mouvement associatif

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de la Jeunesse, Belkacem Mellah, a réaffirmé, lundi, au 2e jour de sa visite dans la wilaya de Béjaïa, la volonté des pouvoirs publics pour aider et affirmer le rôle du mouvement associatif tant en matière de développement local que d'encadrement de la société.

"Votre rôle est de plus en plus accru et relaye considérablement l'action des instances publiques", a-t-il affirmé à l'endroit des représentants du mouvement associatif, réunis au Théâtre régional de Béjaïa, pour débattre de leurs difficultés mais, aussi, des voies et moyens de les dépasser. M. Mellah a indiqué, dans ce contexte, qu'une proposition est à l'étude avec le ministère de l'Habitat pour dégager des locaux dans les nouveaux programmes de construction de logements afin de les vouer à l'activité associative.

Quant aux subventions, outre les aides accordées par le fonds de wilaya, les budgets communaux et de wilaya, l'idée retenue, consiste à monter des projets sur financement interministériels et sectoriels. Le secrétaire d'Etat, qui n'a pas caché sa volonté de mettre en place un mouvement associatif d'élite a, cependant, mis en garde les associations "opportunistes" ou "peu efficaces", soumises, de fait, au risque de la dissolution.

En revanche, tout en promettant des aides plus significatives aux

associations actives, il a exhorté leurs représentants à se regrouper en réseau de sorte à rendre leurs actions plus visibles et mutualiser leur expérience.



Ahmed Bedjaoui :

« La relance du cinéma ne peut se concrétiser que lorsque les pouvoirs publics cèderont la production cinématographique aux professionnels et spécialistes. (...) La culture cinématographique et la passion des salles obscures aujourd'hui passent par les grands espaces de projection, où le cinéphile est face à de multiples choix et où les amoureux du cinéma sont captivés par l'image et le son... »

D
i
x
i
t

Assoiffé de liberté, un Anglais fait le choix de devenir... SDF

Un jeune Anglais a décidé de se séparer de tous ses biens matériels et de vivre dans la rue pour enfin... être heureux. "Je n'ai jamais été aussi heureux de toute ma vie." Ce cri du cœur, c'est Richard, un trentenaire anglais, qui le pousse. Pourtant, il n'a pas gagné au loto, il ne vient pas de s'acheter une nouvelle voiture, il n'a pas non plus reçu une promotion inattendue, bien au contraire, Richard a juste décidé, du jour au lendemain, de lâcher tous ses biens matériels pour vivre dans la rue. Une situation synonyme de cauchemar pour la majorité d'entre nous, mais qui signe pour Richard un véritable soulagement.

Tout lâcher pour se sentir enfin libre
Vivant dans un appartement tout équipé, Richard possédait tous les biens nécessaires à une vie confortable. Pourtant, acculé de dettes et d'emprunts bancaires effectués lors de ses études, le jeune homme vivait avec un véritable boulet au pied. N'en pouvant plus, souhaitant, plus que tout, vivre de voyages, de rencontres et d'eau fraîche, il a choisi de vivre en homme libre en se débarrassant de tout ce qu'il possédait.

Dans une vidéo publiée sur Vimeo, Richard explique : "Je me souviens d'une après-midi, j'ai fait le tour de mon appartement, contemplé mon écran de télévision LCD et je me suis dit 'à quand remonte la dernière fois où j'ai regardé ça ?'. J'ai ensuite regardé ma Playstation avec laquelle je n'avais jamais joué. J'avais toujours ces montagnes de dettes étudiantes, d'emprunts bancaires dont je ne parvenais pas à voir le bout. A la fin, j'ai juste réalisé que la seule chose qui avait de la valeur à mes yeux dans cet appartement était une douche chaude. Tout le reste, je pouvais faire sans."

Richard a alors tout lâché, à l'exception d'une boîte ou deux, contenant ses seuls objets de valeur, déposées chez ses parents. Il a rendu son appartement, vendu toutes les choses dont il n'avait plus besoin et s'est embarqué, sac au dos et à vélo, dans sa nouvelle vie, dénuée de toute possession matérielle.

Préjugés et interrogations

Sa situation, rare à l'heure de notre société ultra-consumériste qui considère que le bonheur passe par la possession, soulève de nombreuses interrogations et préjugés. Bien sûr, dans l'imaginaire collectif, SDF rime avec saleté et laisser-aller, alors lorsque Richard se présente chez les gens au courant de son mode de vie pour effectuer son métier d'accordeur de piano, ceux-ci ont souvent la même réaction étonnée. "Ils me regardent de haut en bas et me demandent 'Vous n'êtes pas aveugle ? Pourquoi n'avez-vous pas de chien ? Pourquoi n'avez-vous pas allumé une pipe ? Vous ne fumez pas ?'", s'amuse Richard. Un de ses clients l'a même dévisagé avant de s'exclamer : "Mais, vous êtes normal !".

Rasé de près, des vêtements propres, la seule chose qui différencie Richard réside dans le fait qu'il vive sans préoccupations matérielles et qu'il se sente libre et heureux, profitant de chaque instant et de chaque paysage que lui offre son nouveau mode de vie. Après un an et demi dehors, celui-ci lui a d'ailleurs permis de rembourser ses dettes en totalité, exploit auquel il n'était pas parvenu en sept ans.

PERSISTANCE DES DIVERGENCES

Le FLN dans l'impasse

Au FLN, décidément, rien ne va plus. Les différents protagonistes de la crise qui secoue le vieux parti continuent de s'entredéchirer et rien n'indique que la hache de guerre sera enterrée bientôt.

PAR KAMAL HAMED

Une vingtaine de jours après le retrait de confiance à Abdelaziz Belkhadem, lors de la dernière session ordinaire du comité central (CC), le FLN est toujours sans secrétaire général. Une première au vieux parti qui n'a jamais connu auparavant de situation semblable. Cette vacance du poste de secrétaire général a ouvert la voie à un affrontement au sein du comité central entre, d'une part, les partisans de Abdelaziz Belkhadem et, de l'autre, ses anciens détracteurs. La discorde porte sur la gestion des affaires courantes du parti durant la période transitoire qui précède la réunion d'une session extraordinaire du comité central afin d'élire un successeur à Abdelaziz Belkhadem. Ainsi, si pour le camp du désormais ex-secrétaire général la gestion du parti revient exclusivement au bureau politique pour l'autre camp, représenté tant par le Mouvement de redressement et d'authenticité que par les membres du comité central qui se sont opposés à Belkhadem, il ne saurait être question à ce que ce soit, le BP en l'occurrence, qui gère le parti. Les opposants contestent l'autorité du bureau politique car pour eux ce dernier n'a plus lieu d'être dès lors que le secrétaire général a été déchu de son poste. En somme, selon leur thèse, le bureau politique n'a plus aucune préroga-



tive et surtout pas celle de continuer à diriger le parti, même de façon provisoire. La seule instance habilitée à gérer le parti est, selon leurs dires, le bureau installé lors de la dernière session ordinaire du comité central.

Ce bureau, où siègent uniquement, les représentants des opposants à Belkhadem est composé de cinq personnes. Il s'agit ainsi, entres autres, de Ahmed Boumehdi, qui en assure la présidence, Ali Merabet, Madani Houd et Ahmed Benai. C'est ce bureau, selon toujours les partisans de cette thèse, qui devrait donc convoquer, de nouveau, les membres du CC pour la poursuite des travaux de la session ordinaire qui n'a pas été clôturée et qui est restée ouverte. Mais les partisans de

Belkhadem n'accordent aucune crédibilité à ce bureau, car pour eux, il n'a jamais été installé durant la session du comité central et n'a, par conséquent, aucune existence statutaire. Pour eux le seul organe à qui échoit la gestion du parti n'est autre que le bureau politique et ce, conformément aux statuts et au règlement intérieur.

« Le bureau, dont les soi-disant redresseurs parlent, est totalement inexistant. Nous ne connaissons pas les personnes qui le composent et il n'est pas inscrit dans le procès-verbal de la dernière session du comité central dont j'ai personnellement annoncé la clôture des travaux » rétorque, en effet, Abderahmane Belayat membre du bureau politique. Belayat a, en effet, annoncé la clôture des travaux de la

session ordinaire. C'est en vertu de l'article 9 du règlement intérieur du comité central que cette mission été échue à Abderahmane Belayat. Selon les dispositions de cet article c'est le plus âgé des membres du bureau politique ainsi que le plus jeune que revient la prérogative de convoquer une session extraordinaire du CC pour l'élection d'un nouveau secrétaire général. Le recours à cet article a pu débloquent la situation puisque, après le retrait de confiance à Belkhadem, les membres du CC n'ont pu s'entendre sur la suite des travaux du CC.

La volonté des partisans de Belkhadem d'élire de suite un nouveau secrétaire général a été catégoriquement rejetée par les opposants qui ont préféré reporter cette échéance à une autre date et ce, en vue de trouver un successeur qui jouisse du consensus. Mais cet homme consensuel, Abderazak Bouhara, est décédé quelques jours après, ce qui a de nouveau plongé le FLN dans la crise puisqu'il semble qu'il sera désormais difficile aux membres du CC de s'entendre sur une autre personnalité consensuelle. D'où les tergiversations quant à la convocation d'une session extraordinaire du CC. Aux dernières nouvelles les opposants semblent vouloir imposer le nom de Mohamed Boukhalfa, un sénateur du tiers présidentiel et proche du défunt Bouhara, et le faire passer pour un candidat du consensus. Chose que refusent les partisans de Belkhadem qui veulent désormais faire consacrer la voie de l'urne pour élire un nouveau secrétaire général. Ce dernier pourrait être Abdelaziz Belkhadem lui-même qui ne cherche à revenir puisque les statuts du parti ne lui interdisent pas de se représenter. Un scénario qui ne ferait que compliquer encore plus la crise du vieux parti.

K. H.

DEUXIÈME JOUR DE LA GRÈVE DU SNAPAP

La tutelle fait toujours la sourde oreille

PAR SADEK BELHOCINE

La grève des fonctionnaires de trois jours à laquelle a appelé le Snapap, version Belkacem Felfoul, a entamé son deuxième jour. Il est difficile de se faire une idée du taux de suivi enregistré sur le terrain. Hadj Saïd Abderrahmane, secrétaire de la wilaya d'Alger chargé de communication du Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique (Snapap) a livré, hier au deuxième jour du mouvement de protestation quelques chiffres qui attestent que le mot d'ordre du syndicat est fortement suivi par les fonctionnaires de la Fonction publique. Il semble que le mouvement de protestation monte en puissance. Au premier jour le taux de suivi se situait à 75%. Au deuxième jour, il bondit de sept points. « Le taux de suivi est de 82 % à travers le territoire national et dans tous les secteurs de la fonction publique », nous a-t-il indiqué, hier au cours d'un bref entretien téléphonique. Il souligne cependant que « le taux de suivi de la grève varie, cependant, d'une wilaya à une autre et d'un secteur à un autre. Selon lui, il y a des secteurs où le mot d'ordre de grève est suivi, pour Alger, à 100%, tel l'Enseignement supérieur, la Solidarité, et entre 65 et 80% pour la Santé et certaines collectivités locales. Justement, dans la capitale, les institutions publiques vis-

itées avait l'air de fonctionner normalement ». Les guichets étaient ouverts et accueillaient les citoyens « normalement ». Aucun signe perceptible faisant croire à une grève. A moins que les pressions exercées par l'administration sur le personnel étaient dissuasives. C'est ce qu'ont suggéré quelques fonctionnaires qui se sont abstenus d'obéir au mot d'ordre du Snapap. Toujours est-il qu'ils font leurs revendications du Snapap qui a fait du mouvement de grève l'ultime manière de se faire entendre par les pouvoirs publics. Ce qui n'est pas le cas jusqu'à aujourd'hui. Les autorités, notamment le Premier ministre Abdelmalek Sellal, auquel s'est adressé le secrétaire général du Snapap, Belkacem Felfoul, font la sourde oreille. Le Snapap revendique entre autres : « La révision de tous les statuts et régimes indemnitaires des travailleurs des corps communs et des corps techniques, des travailleurs professionnels, des chauffeurs, des agents de sécurité et de protection ». Le 4 février dernier, il avait déposé un préavis de grève et une plateforme de revendications auprès du ministère du Travail et du Premier ministre. La menace de grève n'a pas eu l'effet escompté par les syndicalistes. La grève est à son deuxième jours et les autorités n'ont toujours pas contacté « officiellement » le Snapap pour entamer les négociations, selon Abderrahmane Hadj Smaïn qui confirme



que « la grève se poursuit donc aujourd'hui. Il semble que les autorités publiques n'entendent pas donner une réponse positive aux revendications d'ordres socioprofessionnels des fonctionnaires de la Fonction publique. Il est à prévoir que le mouvement de protestation se radicalise dans les prochains jours cas où il

n'y aurait pas de réponse. Le bureau national se réunira à l'issue du mouvement pour analyser, analyser les points positifs et apporter des correctifs à certaines insuffisances constater et enfin décider de la suite à donner », a souligné le chargé de communication du Snapap.

S. B.

EL MAHROUSSA SE MEURT À PETIT FEU...

SOS, patrimoine en péril !

La Casbah d'Alger, précieux legs de notre Histoire, s'effrite au gré des intempéries et du temps, cela en dépit de nombreux appels à la préservation de cette vieille médina constituant un important pan de notre patrimoine et de nos mémoires...

PAR HOUDA BOUNAB

Les vieilles demeures de La Casbah continuent de céder sous les assauts de l'usure du temps. Le toit de l'une de ces bâtisses s'est effondré lundi après-midi faisant un blessé léger parmi les occupants de la «douira», a-t-on constaté sur place. Les habitants de cette bâtisse de quatre étages ont été rapidement évacués par les éléments de la Protection civile, à la suite de cet incident.

Classé « dangereux » depuis déjà une dizaine d'années et déjà évacué à deux reprises, l'édifice était, jusqu'à l'incident, squatté par plusieurs familles. Ces familles restaient sur place « malgré les



Alger ne saurait être sans Sa Casbah...

éléments de la Protection civile ont pu secourir 29 personnes ensevelies sous les gravats. Parmi ces 29 personnes, 8 souffraient de blessures. Deux d'entre elles ont été évacuées vers l'hôpital Mustapha-Pacha et le reste des victimes a été conduit vers l'hôpital Maillot.

Une seule personne a été gravement blessée. Il



innombrables avertissements des services de l'APC et de la wilaya d'Alger », nous a affirmé Mohamed Benmeddour, chargé de la cellule d'information à l'Office national de la gestion et de l'exploitation des biens culturels (OGEBC), présent sur les lieux du drame. « Des travaux, effectués par les occupants de la bâtisse, sur une structure déjà fragile sont responsables de l'effondrement », selon M. Benmeddour, qui rappelle que des « travaux d'urgence ont été effectués trois ans auparavant par les services concernés pour renforcer les murs extérieurs et les fondations de ladite construction. »

Les riverains gardent toujours en mémoire les 5 morts et les 8 blessés dans l'effondrement de la façade de l'hôtel El-Hadiqua, survenu un matin de l'année 2005. Située au numéro 1 impasse Mohamed-Touri, la bâtisse abritait 34 chambres.

Surpris vraisemblablement dans leur sommeil, un Égyptien, son épouse algérienne, leur enfant âgé d'environ 5 ans, un musicien et une autre personne n'ont pas survécu à ce drame. Les victimes ont été retirées des décombres par les éléments de la Protection civile et ceux de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention de Dar El-Beïda. Selon le lieutenant Bakhti Sofiane, les

faut noter et rappeler que la bâtisse en question était vétuste. Selon Ouadi Abdenmour, gérant de cet établissement depuis 1985, l'édifice a été construit en 1860. Ce responsable précise que l'établissement en question est enregistré auprès du ministère du Tourisme.



La Casbah, âme et cœur battant d'Alger

La Casbah se meurt dans l'indifférence, alors même que les plans pour son sauvetage se succèdent depuis trois décennies, échouant les uns après les autres à sauver du naufrage l'antique cité, s'accorde-t-on à dire dans différents milieux. Devant l'extrême urgence à préserver «El Mahroussa», comme se plaisent à la nommer les vieux Algérois, et tenter de l'arracher à une mort certaine, un énième plan a vu le jour, celui élaboré par l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés d'Alger. Le plan en question se déclinait en trois étapes. La première a consisté dans le lancement d'une opération ayant touché 343 bâtisses de la médina.

La deuxième a porté sur des études historiques et topographiques, tandis que la troisième a concerné la finalisation dudit plan. Ce plan, qui a suscité beaucoup d'espoir chez ses promoteurs, requiert une enveloppe financière globale de 56 milliards de dinars, précise l'Office qui rappelle l'« échec des plans précédents en raison du manque d'efficacité ».

La Casbah compte aujourd'hui moins de 600 maisons contre plus de 1.700 à sa construction. Certains des plans conçus pour la sauver sont restés sans suite, alors que d'autres ont été stoppés net, dès leur lancement, avec le départ des responsables chargés de leur exécution. Entre manque de financement, de main-d'œuvre ou encore absence de volonté politique, les Algériens affichent leur inquiétude de



voir disparaître à jamais ce pan entier de la mémoire d'Alger et se perdent en conjectures devant ce gâchis, impuissants à expliquer l'échec des tentatives de restauration de la vieille cité. « Nous devons apparemment attendre la résurrection d'un des deys pour enfin voir la vieille cité renaître de ses cendres », dira amer et désabusé un ancien Quasbadji.

Énième plan de sauvetage, peut-être le bon !

La première opération de restauration de La Casbah remonte à 1981, lorsque le gouvernement de l'époque avait appelé à la mise en place d'un plan de sauvegarde. L'inscription de ce site historique n'est intervenue qu'en 1991, soit trente ans après l'Indépendance, suivi de son classement, en 1992, au patrimoine mondial de l'Unesco.

Depuis peu, une journée nationale lui est dédiée, coïncidant avec le 23 février de chaque année. Quotidiennement, l'Office en charge du dernier plan reçoit les dossiers des habitants de La Casbah en vue de régler la situation des bâtisses qu'ils occupent depuis des années.

Certains habitants ont émis le souhait d'être transférés vers un centre de transit en attendant la restauration de leurs maisons, pendant que d'autres ont accepté de céder leurs habitations contre un nouveau logement, expliquent des responsables de l'Office.

Les opérations de recensement ont révélé que plusieurs habitants ne possèdent pas d'actes de propriété. Des habitants de l'ancienne cité ont même procédé, délibérément, à la destruction de leurs maisons dans le but d'acquérir des logements neufs, dans le cadre des opérations de relogement dans la capitale ces dernières années. Même s'ils restent quelque peu sceptiques,

Les restaurations anarchiques réalisées par les habitants sur leurs maisons ont altéré le cachet architectural des demeures, allant jusqu'à leur enlever toute valeur patrimoniale.

les habitants de La Casbah et les associations qui œuvrent pour sa sauvegarde et sa protection ont accueilli favorablement ce dernier plan en exprimant le vœu qu'il aboutisse et qu'enfin la vieille médina, ou ce qui en reste, soit sauvée.

Les restaurations anarchiques réalisées par les habitants de ce quartier sur leurs maisons ont accentué cette situation précaire. Ces opérations non conformes aux règles ont altéré le cachet architectural des demeures, allant jusqu'à leur enlever toute valeur patrimoniale.

En attendant d'atteindre les objectifs escomptés à travers ce nouveau plan, l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés a interdit toute opération de restauration individuelle qui pourrait altérer l'aspect architectural authentique de la Casbah. L'Unesco, pour sa part, a, à maintes reprises mis en garde contre cette dégradation et ces agissements inconscients, qui à terme, menacent d'une disparition certaine La Casbah ayant inspiré tant de poètes.

H. B.

DES EXPERTS L'ONT RELEVÉ

Le manque de budget et l'absence de formation mettent en péril la sécurité informatique

La sécurité informatique en milieu entrepreneurial peine à s'ancrer en Algérie en raison de l'absence de management et d'un cursus universitaire à même de fournir les ressources humaines adéquates, ceci d'une part, du déficit de sensibilisation des employés, et de la modestie des budgets qui y sont alloués, d'autre part.

PAR LARBI GRAÏNE

Les sont là quelques unes des conclusions auxquelles ont abouti les experts d'Ernst & Young, cabinet conseil aux entreprises. «*Les entreprises algériennes ont ouvert la porte aux logiciels piratés*» a-t-on aussi constaté. Ernst & Young a présenté hier à l'hôtel Hilton d'Alger, les résultats d'une enquête qu'il a menée dans 62 pays et ayant ciblé 1836 entreprises relevant des principaux secteurs d'activité. L'enquête, de périodicité annuelle, la 15^e du genre en fait, a été réalisée entre juin et début août de la même année. D'après cette enquête de 2012 «*la sécurité de l'information n'est pas encore optimale* ».

«*Seulement 16 % du panel déclarent que la fonction de la sécurité de l'information répond pleinement à leurs besoins contre 70 % partiellement* », note-t-on. L'enquête relève également «*la hausse des menaces et des incidents* » qui découle du changement de l'environnement et de l'es-



sor des réseaux sociaux. Il y relevé aussi le recours de plus en plus massif au *cloud computing* (le fait de stocker des données confidentielles chez un prestataire de service local ou international). 60 % des entreprises sondées reconnaissent qu'elles y ont recours. Mais fait observer l'enquête «*38 % déclarent ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour contrer les risques liés à cet outil* ». Loïc Chabanier, senior manager de ce cabinet recommande la vigilance sur cette question en attirant l'attention sur le fait qu'aux Etats-Unis, une partie du *cloud* fait partie du programme Patriote act. Et de soutenir : «*A cause de ça Boeing pourrait prétendre au droit d'accéder à vos données* ». Selon lui «*il faut bien voir les contrats et les implications juridiques, si le cloud tombe, vous mettez en péril votre entreprise*». Quant au

représentant du bureau d'Alger de ce cabinet, Abdelkader Sofiane Chafai, il a déploré le fait que «*beaucoup d'entreprises algériennes font interdiction à leurs employés d'utiliser facebook*». «*Ces entreprises en agissant ainsi fragilisent leur propre sécurité, car les employés n'ayant pas été sensibilisés ont tendance à poster des informations confidentielles se rapportant au milieu dans lequel ils travaillent* ». «*Au contraire a-t-il ajouté, il faut leur apprendre à utiliser les réseaux sociaux qui eux-mêmes sont devenus des outils de travail* ». Les experts ont avancé cependant une solution pour la prise en charge de la sécurité informatique, il s'agit de la mise en place dans chaque entreprise d'un SMSI (Système de management de la sécurité de l'information). Le SMSI est défini aussi comme «

l'ensemble des politiques liées à la gestion de la sécurité des informations ou à des risques connexes liés au système d'information, il s'appuie sur la suite ISO 2700X. Interrogé par nos soins, Abdelkader Sofiane Chafai, a indiqué que le SMSI « intéresse toutes les entreprises, quelque soit le secteur et quelque soit leur taille ». Pour lui, « cela va permettre aux entreprises de sécuriser leur information au sens large ». Les secteurs les plus demandeurs sont d'après lui « la banque et les établissements financiers,, les entreprises importantes de l'énergie et de Hologaz (hydrocarbures), la grande distribution qu'elle relève du public ou du privé». Cela étant, notre interlocuteur a insisté sur la nécessité d'inclure un module « sécurité informatique dans le cursus universitaire ».

L.G.

EN SITUATION IRRÉGULIÈRE, ELLES SONT AUSSI ARRÊTÉES

Les violeurs des deux Maliennes à Oran arrêtés

PAR SOFIANE AHI

Les ressortissantes maliennes (M.A), 23 ans et (T.A), 26 ans, en situation irrégulière, demeurant dans une habitation louée à la cité Coca commune d'Oran, se sont présentées à la brigade de Gendarmerie nationale de Yaghmourassen, pour déposer une plainte contre les nommés (B.N), 22 ans, (H.M), 18 ans et (T.M), 19 ans, demeurant tous à ladite cité, pour séquestration suivie de viol. Selon la déclaration des victimes faites le 14 février dernier à 23 heures, de retour à leur domicile, elles ont été agressées par les mis en cause qui les ont conduites sous la menace de sabres et de couteaux vers le domicile du mis en cause cité en premier,

où ils les ont séquestrées et violées à tour de rôle. A 23 heures 50 minutes, profitant d'un moment d'inattention, la nommée (T.A), a réussi à prendre la fuite, pour demander de l'aide des voisins, qui l'ont accompagnée au domicile du mis en cause et ont libéré la deuxième victime, pour ensuite les orienter vers la brigade de Gendarmerie nationale, alors que les ravisseurs ont fui les lieux. Les recherches entreprises par les gendarmes de la brigade de Yaghmourassen ont abouti à l'interpellation des nommés (H.M) et (T.M). Le 16 février passé à 21 heures, le groupement de Gendarmerie nationale d'Oran a reçu un appel téléphonique sur le numéro vert 1055 signalant une rixe ayant opposé un groupe d'individus à des personnes de

couleur à hauteur de la cité Coca. Les gendarmes de la brigade de Yaghmourassen qui se sont aussitôt transportés sur les lieux ont interpellé le nommé (H.T), 21 ans, auteur présumé d'une agression par arme blanche commise la veille à 20 heures, à hauteur de la même cité et dont a été victime un ressortissant camerounais, se trouvant actuellement dans un état comateux à l'hôpital d'Oran.

Au cours de l'enquête, il s'est avéré que le nommé (H.T) est impliqué dans l'affaire du viol et a été identifié formellement par les deux victimes. A signaler que les deux Maliennes ont été condamnées par le tribunal d'Oran à une peine de six mois de prison avec sursis assortie d'expulsion, suite à leur présentation le 10 du mois en

cours, pour immigration clandestine. Avisé des faits, le procureur de la République près le tribunal d'Oran a prescrit l'ouverture d'une enquête et la présentation des mis en cause.

S. A.

SKIKDA

Un jeune homme mortellement fauché par un train

Un jeune homme a été mortellement fauché par un train, hier, dans la commune de Hammadi-Krouma, au sud de Skikda, selon la Protection civile. Evacuée en urgence par les éléments de la Protection civile, la victime, (19 ans), originaire de la wilaya de M'sila, touchée à la tête et au pied gauche, a rendu l'âme au nouvel hôpital de Skikda après l'amputation de son pied, a précisé la même source. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour établir les véritables circonstances de cet accident, a-t-on souligné. A rappeler que le même endroit avait été le théâtre, il y a une année, d'un accident similaire qui avait également coûté la vie à une personne. En 2012, six personnes sont décédées et 3 autres ont été blessées sur la voie ferrée dans les communes d'Azzaba, d'Emdjez Edchich et de Bekkouche-Lakhdar, a-t-on également rappelé de même source.

POUR "OCCUPATION ILLÉGALE" DES POSTES À QUAI AU PORT DE ANNABA

Des patrons de bateaux de pêche poursuivis en justice

Des poursuites judiciaires ont été engagées, à Annaba, à l'encontre des patrons de bateaux de pêche pour "*occupation illégale*" des postes à quai au port de pêche de Annaba, a-t-on appris mardi du représentant de l'Entreprise de gestion des ports de pêche (EGPP). 35 mises en demeure avaient été adressées à ces patrons de bateaux de pêche pour "*non respect du plan d'accostage au port de pêche d'Annaba*", a précisé M. Abdenacer Dakha, ajoutant que ce prob-

lème a été porté à la connaissance du ministère de tutelle. Des armateurs, des patrons de pêche et des marins-pêcheurs avaient organisé lundi un mouvement de protestation pour dénoncer "*l'occupation illégale*" des quais d'accostage au port d'Annaba par des bateaux de pêche de gros tonnage venus d'autres wilayas du pays. Selon les protestataires, cette situation a eu des conséquences négatives sur le déploiement de la flottille de pêche d'Annaba (accostage, déchargement du

poisson, sécurité des bateaux et des personnes). La wilaya de Annaba compte une flottille de pêche comprenant 1.044 unités parmi lesquelles 44 chalutiers et 122 sardiniers pour une population de marins-pêcheurs constituée de près de 4.000 personnes. La production moyenne de poissons dans la wilaya d'Annaba tourne autour de 8.000 tonnes de poissons par an, selon les statistiques de la direction de la pêche et des ressources halieutiques.

R.N

JOURNÉE DE LA SOUS-TRAITANCE INDUSTRIELLE DANS LA FILIÈRE AUTO

Rahmani veut dynamiser le secteur

« Il devient impérieux d'encourager les entreprises privées à nouer un partenariat public-étranger, public-privé et privé-privé pour conquérir le marché international de la sous-traitance et avoir des capacités d'exportation. Le gouvernement a une ferme volonté de développer la sous-traitance privée en Algérie, notamment la stimulation des entreprises performantes en mettant en place une filière automobile forte et une industrie de sous-traitance de qualité » a notamment déclaré, hier à l'hôtel El Aurassi, le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion des investissements, au cours d'une journée de la sous-traitance dans la filière automobile.

PAR AMAR AOUIMER

Cherif Rahmani a présenté la politique de l'Etat en affirmant que « le gouvernement a tracé une ambitieuse politique de redressement industriel et technologique déclinée territorialement et par filière. La démarche vise notamment à aboutir à une augmentation de la production industrielle au niveau local selon les avantages concurrentiels de chaque territoire ». En exhortant les différents participants, notamment les responsables de Sonatrach, Sonelgaz, les donneurs d'ordres et sous-traitants, ainsi que les banques à contribuer à l'intégration industrielle automobile en Algérie, le ministre a indiqué que « la création de pôles industriels dans la filière mécanique (automobile et machinisme agricole) et des activités de support et de logistique, constitue la première manifestation concrète de ce plan avec ses différents principes (ancrage territorial, innovation, intégration nationale, investissement, emplois...) ». En ajoutant que « toute l'approche est basée sur la satisfaction du marché avec des produits compétitifs et une technologie répondant aux derniers standards internationaux ».

Il poursuit qu'à cet effet, « des partenariats ont été signés pour la création de sociétés mixtes avec des leaders mondiaux tels que, Daimler-Benz avec une usine à Rouiba pour la production de véhicules (camions, autobus et minibus), une deuxième usine à Tiaret pour la fabrication de véhicules tout terrain et de véhicules légers utilitaires, et une troisième usine à Constantine devant produire des moteurs à refroidissement à eau destinés à motoriser notamment les véhicules industriels, les engins agricoles et engins de travaux publics, Renault avec une usine à Oued Tlélat (Oran) pour la production de la Symbol ».

Des enveloppes financières importantes pour la relance

L'Algérie est déterminée à accélérer le processus d'implantation de complexes et usines du secteur automobile en précisant « qu'autour de ces complexes industriels, il est prévu d'encourager de nombreuses PME spécialisées dans la fabrication de pièces de rechange et autres composants entrant dans la fabrication de ces différents véhicules ».

Pour lui, cette activité « permettra d'améliorer le taux d'intégration à l'instar de ce qui a été réalisé au sein de ces mêmes complexes dans un passé récent ».

Il a rappelé que « ce processus a déjà été



Chérif Rahmani, ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion des investissements.

entamé avec les experts de Renault au niveau des sous-traitants potentiels locaux et se poursuivra au cours des prochaines années. C'est dans ce même cadre qu'a été lancée la restructuration d'EMO Oued Hamimine à Constantine. Elle sera dédiée à la production de moteurs à refroidissement à eau de marque Mercedes-Benz, Deutz et MTU à l'intention des véhicules industriels, des engins agricoles et des engins de travaux publics ».

Explicitant la portée de la coopération et du partenariat avec les constructeurs étrangers, Rahmani a indiqué que « les équipes mixtes Renault, SNVI et FNI travaillent à l'identification des programmes de formation avec notamment le centre de formation d'Oued Tlélat qui sera dédié aux métiers de l'automobile », précisant que « ces initiatives constituent la première matérialisation du concept de redressement industriel qui a retenu l'intégration industrielle comme un des principes clés de sa mise en œuvre.

Les perspectives de développement du marché de la sous-traitance en Algérie existent. Toutes les conditions d'émergence et de développement de cette activité sont réunies et se retrouvent dans la satisfaction des besoins des grands donneurs d'ordres nationaux ».

Le représentant du gouvernement a dit « qu'à cet effet, l'Etat a approuvé des enveloppes financières importantes pour la relance des fleurons nationaux et leur développement sur des bases saines afin de mieux répondre aux besoins du consommateur et du citoyen algérien.

La rentabilité économique et la faisabilité

technique de la pièce de rechange par la sous-traitance sont très accessibles à leur intégration nationale et sont conditionnées par un outil de production performant, à savoir les équipements bien choisis, bien exploités et bien maintenus, un personnel qualifié, et enfin, une sélection et une formation adéquates du personnel d'exploitation et de maintenance, des approvisionnements réguliers en matières premières et outillage ». Ainsi, avec toute cette architecture pragmatique, l'industrie nationale de la sous-traitance peut accompagner convenablement le secteur automobile et mécanique. « Toutes ces conditions sont aujourd'hui réunies, a affirmé le ministre, précisant que le MIP-MEPI a, à cet effet, lancé un important programme pour la promotion de la sous-traitance. La constitution d'une banque de données des projets de sous-traitance représente l'un des principaux axes de ce programme. Le PME II a réalisé, en collaboration avec la SNVI, trois études pilotes afin de tester ce concept dans une perspective de généralisation ». Ces études pilotes portent, selon lui, sur la fabrication de ressorts à lames et à boudins pour la suspension des véhicules, la fabrication de pièces de décolletage pour l'industrie automobile et la fabrication d'articles en caoutchouc pour automobiles ».

Rahmani ajoute qu'elles seront élargies à divers produits, tels que les accessoires extérieurs (boucliers, enjoliveurs, calendres...), l'habillage intérieur : pavillons, garnitures de portes, tapis de coffre, les freins de parking, les câbles de débrayage, les lignes d'échappement sans catalyseur,

les sièges : assemblage, mousse, coupe couture, les batteries d'accumulateurs, les pneumatiques et, enfin, la miroiterie, notamment les pare-brises, les glaces latérales... Le ministre a indiqué qu'un conseil national consultatif de la sous-traitance sera prochainement créé, alors qu'un centre de formation industriel automobile sera également mis en place à Oran. Aussi, il a dit que les pôles industriels nécessitent des technologues pour la modernisation de la production en coopération avec des partenaires leaders mondiaux.

Programme pilote spécifique pour la modernisation des entreprises

Au niveau technique, le ministère a donné instruction à l'ANDPME de prévoir un programme pilote spécifique pour la modernisation et la mise à niveau des entreprises sous-traitantes, a-t-il noté, ajoutant « qu'à cet effet, plus d'une centaine d'entreprises sous-traitantes ont été identifiées et contactées pour entamer leur démarche de mise à niveau. L'ANDPME a adopté une approche proactive afin de les faire bénéficier des différents avantages prévus en leur faveur par le programme national de mise à niveau concernant le coaching technique, la formation, la certification, le coaching TIC et les coachings financier et exportation ».

La collaboration scientifique et technique est essentielle dans le secteur de l'automobile en ce sens que Rahmani a précisé que « l'agence est assistée, dans cet effort, les BSTP et l'UPIAM ainsi que par la SGP EQUIPAG pour les entreprises sous-traitantes dans la filière automobile tandis qu'au plan institutionnel, et en sus du redéploiement de l'ANDPME, un programme intégré a été conçu par les autorités publiques. Les quatre Bourses de sous-traitance et de partenariat se sont vues attribuer un rôle central dans cette démarche ».

Elles seront notamment dotées avec un nouveau système d'information unifié permettant de collecter et diffuser toutes les opportunités et capacités de sous-traitance à l'échelle nationale et internationale.

L'ANDI a été instruite pour accorder une importance particulière aux différentes opportunités et aux projets de sous-traitance industrielle, selon la démarche du gouvernement. Ainsi, elle se dotera d'une banque de projets de sous-traitance. L'UPIAM est un partenaire de premier plan. Elle est systématiquement associée à toutes les discussions et réflexions relatives au secteur de la mécanique et de l'automobile, d'une part, et de la sous-traitance, d'autre part.

A. A.

INCERTITUDES MAJEURES

Demande gazière, la grande inconnue...

PAR RAYAN NASSIM

L'évolution de la demande gazière à long terme reste la grande inconnue du marché mondial du gaz en raison des incertitudes majeures qui pèsent sur cette énergie, estiment des spécialistes. Didier Holleaux, PDG de GDF Suez, soutient qu'en dépit d'un large consensus sur la nécessité d'augmenter la part du gaz naturel dans le mix énergétique mondial, force est de constater qu'en dehors de l'Asie, ce consensus n'est pas partagé par tous les pays consommateurs. Même en Asie elle-même, les centrales construites par la Chine, premier consommateur du continent, fonctionnent au charbon, faisant planer des doutes sur la demande gazière de la région, actuellement un marché très prometteur.

"L'âge du gaz ne se terminera pas faute de gaz, il le sera probablement pour d'autres raisons auxquelles nous devons être attentifs", a-t-il dit lors du des travaux du 4ème symposium de l'AIG. Pour lui, "des incertitudes majeures pèsent sur le marché européen" dans lequel opère son groupe, important client de Sonatrach en GNL. La prolongation des centrales nucléaires, la baisse du prix du charbon importé des Etats-Unis sont autant de facteurs qui vont accentuer ces incerti-

tudes, relève-t-il. "Le gaz américain chasse le charbon hors Etats-unis, et ce charbon importé à bas prix par l'Europe pour faire tourner les centrales électriques met sous cocon les centrales à gaz", constate le patron de GDF-Suez. Selon le rythme du renouvelable, "nous serons au bas de la fourchette" en matière de prévisions de croissance de la demande gazière, et au plan mondial ce ne sera considérable", prévient-il. De son côté, l'ancien ministre de l'Energie, . Nordine Ait Laoussine, partage cette projection que la demande gazière sur le vieux continent, marché traditionnel de l'Algérie, connaît un déclin depuis 2008, en reculant chaque année de près de 12%.

Ce recul est attribué à la baisse du prix de charbon importé des Etats-Unis et au développement à outrance des énergies renouvelables fortement subventionnées. Il ajoute que le manque de convergence entre les marchés gaziers internationaux a entraîné des disparités dans les prix de cette énergie en Europe, en Asie et en Amérique du Nord. Pour mettre fin à ces disparités de prix il faut, selon cet expert international, une globalisation des marchés régionaux qui ne doit pas cependant conduire ni à une uniformité des prix ni à leur

effondrement. L'offre en GNL, malgré les contraintes économiques liées au développement des projets, sera abondante et aura un impact significatif sur les conditions contractuelles qui évoluent vers une indexation spot, c'est-à-dire libre du prix du gaz, résume de son côté Daniel Champlon, président de Cedigaz. A l'avenir, "l'évolution des prix vers une indexation spot, dépendra en fait des conditions du marché notamment de la disposition de GNL au prix spot", soutient M. Champlon.

Mais la globalisation des marchés GNL se heurte à de fortes incertitudes car les ressources sont disponibles mais leur mise en place sur les marchés est confrontée à des obstacles politiques, économiques, géographiques et environnementaux, conclut le président Cedigaz.

L'Association algérienne de l'industrie du gaz (AIG) a ouvert dimanche à Alger les travaux de son quatrième symposium, tenu cette année sous le thème : "Le gaz naturel, énergie du 21e siècle : une transition à réussir". Cette rencontre a été marquée par la présence de plus de 500 participants, dont une centaine d'experts étrangers, ainsi que 66 exposants parmi lesquels 23 sociétés étrangères. R.N.

ECHANGES DE L'ALGÉRIE AVEC LE MONDE ARABE EN 2012

968 millions de dollars d'excédent commercial

Les échanges commerciaux de l'Algérie avec les pays arabes, qui ont dépassé les 5,41 milliards de dollars (mds usd) en 2012, se sont soldés par un excédent commercial de près de 968 millions de dollars en faveur de l'Algérie, a-t-on appris auprès des Douanes algériennes.

PAR LAKHDARI BRAHIM

Durant 2012, l'Algérie a exporté vers les pays arabes pour une valeur de plus de 3,19 mds usd et en a importé pour 2,22 mds usd, soit un excédent de la balance commerciale de 967,9 millions usd au profit de l'Algérie, selon les chiffres du Centre national des statistiques des Douanes (Cnis). Par ailleurs, le centre relève que les importations globales de l'Algérie de la Zone arabe de libre échange (Zale) avaient connu une baisse de 6,4%, en 2012, passant de 2,45 mds usd durant 2011 à plus de 2,2 mds usd.

Cette baisse s'explique notamment par la liste négative introduite par l'Algérie qui exclut les produits ayant un faible taux d'intégration des avantages douaniers accordés par l'Algérie au sein de cette zone de libre échange.

Les exportations algériennes vers cette zone n'ont baissé que de 0,8%, passant de 265,57 millions de dollars à 263,45 millions de dollars durant la même période de référence. Le Maroc reste le premier client arabe de l'Algérie puisqu'il absorbe 1,07 md usd des ventes algériennes à l'étranger, suivi par la Tunisie avec 1 md usd, l'Egypte (876,51 millions usd), l'Irak (78,32 millions usd) et la Mauritanie (61,07 millions usd).

Quant aux principaux fournisseurs, la première place revient à l'Arabie Saoudite qui a

expédié à l'Algérie en 2012 des marchandises d'une valeur de près de 467,2 millions de dollars, suivie par la Tunisie (407,75 millions usd), l'Egypte (380,56 millions usd), le Maroc (281,77 millions usd) et enfin les Emirats arabes unies avec 259,57 millions usd. L'Algérie exporte vers les pays arabes, notamment des produits alimentaires (dattes, sucre, huile de tournesol, légumes), de l'énergie et des lubrifiants, des produits laminés, des pneumatiques, des bonbonnes et des bouteilles, des flacons et des articles similaires etc.

Les principaux produits importés par l'Algérie de ces pays sont les médicaments, les huiles légères, les fils de cuivre, les barres en fer, les conducteurs électriques...etc. Malgré les efforts déployés par les pays de la région en matière de libéralisation du commerce, les échanges commerciaux restent en deçà des attentes, selon un constat de plusieurs experts arabes du domaine. Le commerce inter-arabe a représenté seulement 10% en moyenne de l'ensemble des échanges commerciaux des pays arabes sur les cinq dernières années.

Ce résultat est dû essentiellement aux mesures non tarifaires et au coût élevé du commerce interarabe notamment le transport et la logistique, selon les experts qui estiment que la similitude des économies arabes, basées souvent sur le pétrole ou l'agriculture, n'encourage pas les échanges interarabes.

Ces experts considèrent que le coût lié à la



logistique entre les pays arabes est parmi les plus élevés au monde. A titre d'exemple, ils relèvent que le coût de transit des biens entre deux pays arabes est dix fois supérieur à celui pratiqué entre deux pays asiatiques.

L'absence d'une harmonisation entre les politiques financières et de change des pays arabes, outre la faible complémentarité des biens échangés dans la région et le manque de diversification des structures d'exportations de ces pays, figurent également parmi les causes de la stagnation des échanges commerciaux interarabes.

L. B.

VIANDES

Trois grands complexes d'abattage et de froid réceptionnés en avril 2014

Trois grands complexes d'abattage dotés de chaînes de froid, en cours de réalisation à l'Est, au Centre et à l'Ouest du pays pour améliorer la régulation en matière de viandes, seront réceptionnés en avril 2014, a annoncé le président du directoire de la SGP-Proda, Kamel Chadi.

"Les travaux de réalisation des complexes de l'Est et du Centre du pays ont atteint un taux de 50%. L'équipement de l'abattoir du centre du pays est déjà arrivé", a-t-il indiqué à la presse en marge de l'inauguration de la grande exposition du secteur de l'agriculture et du développement rural. Ces trois complexes seront construits conformément aux normes internationales en vigueur, a-t-il affirmé, soulignant que l'abattoir d'Annaba, à l'arrêt depuis une dizaine d'années, est en cours de réhabilitation.

"Ces quatre abattoirs auront une capacité totale de plus de 50.000 tonnes", a-t-il précisé. Situés "de manière harmonieuse" à l'Est (Ain M'lila), au Centre (Hassi Bahbah) et à l'Ouest (Bougto), ces complexes "joueront un rôle important dans la régulation du marché", a-t-il estimé.

"Le choix de l'installation de ces complexes a été dicté par une étude technico-économique. La région de Djelfa, à elle seule représente plus de 50% de l'élevage national, d'où le choix du site de Hassi Bahbah", a-t-il encore expliqué.

L'objectif de la SGP-Proda est de réduire l'importation de la viande congelée, mais surtout de structurer la filière, a-t-il poursuivi, relevant que son groupe a déjà entamé l'opération de structuration des éleveurs autour de ces abattoirs.

Mettant en avant les efforts consentis par l'Etat en matière d'investissements dans la chaîne du froid, M. Chadi a indiqué que ces complexes industriels "seront reliés à trois centrales viandes au Nord du pays".

"Nous avons une centrale à Skikda, une autre centrale en cours de rénovation à Mostaganem et une nouvelle centrale sera réalisée à Alger pour assurer la grande distribution vers les agglomérations", a-t-il ajouté.

L'Algérie a un déficit estimé à des millions de m3 en matière de réalisation d'abattoirs modernes dotés de la chaîne de froid, selon le ministère de l'Agriculture. Cependant, ces deux dernières années, ce déficit "a été réduit parce qu'il y a eu de nouvelles constructions, y compris par le privé qui a beaucoup investi dans le domaine, en plus de la rénovation de nombreux entrepôts par la SGP Proda", avait affirmé un responsable au ministère de l'Agriculture.

R. E.

RÉUNION DES DG DES IMPÔTS MAGHRÉBINS

Accord sur la lutte contre la fraude fiscale

PAR RYAD EL HADI

Les responsables des administrations fiscales des pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA) ont décidé, lors d'une réunion tenue à Alger, d'instaurer une coopération pour l'échange de renseignements afin de lutter contre la fraude fiscale internationale, indique la Direction générale des impôts (DGI).

"L'instauration d'une coopération fiscale en matière d'échange de renseignements à l'effet de lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscales internationales" a été parmi les points adoptés par les DG des impôts des pays de l'UMA, réunis lundi et mardi à Alger, précise la même source. Outre la coordination des systèmes fiscaux, les responsables des impôts des pays de l'UMA ont abordé lors de cette rencontre, l'évaluation du dispositif conven-

tionnel pour l'adapter au nouveau contexte économique et social des pays membres. La mise en place d'un programme de formation commune en associant notamment l'Institut d'économie douanière et fiscale (IEDF) a été également à l'ordre du jour de cette rencontre. La rencontre a pour but d'activer le processus d'harmonisation fiscale, en prévision du prochain conseil des ministres maghrébins des Finances, indique la même source. Un groupe de travail a été auparavant constitué afin de coordonner les politiques fiscales et a tenu plusieurs réunions dont la dernière à Rabat au cours du mois de mai dernier. En marge de cette réunion, un atelier regroupant les responsables du contrôle fiscal des pays de l'UMA a été organisé par la DGI au cours duquel plusieurs thèmes sur la fiscalité ont été présentés.

Il s'agit du contrôle fiscal en Algérie, à savoir l'ensemble des aspects du contrôle dont l'organisa-

tion, les procédures et les réformes. A été aussi abordé le thème du contrôle fiscal de la Direction des grandes entreprises (DGE-Algérie) où l'accent a été mis sur la spécificité du contrôle des grandes entreprises essentiellement celles des secteurs pétrolier et minier.

En outre, lors de cet atelier, les responsables du contrôle fiscal des administrations fiscales du Maroc et de la Tunisie ont donné un aperçu global sur l'expérience de leurs pays en la matière. L'objectif de cet atelier étant de permettre l'échange des expériences et des meilleures pratiques entre les pays de l'UMA, en vue d'aboutir à une approche commune en matière de fiscalité, importante étape du processus d'harmonisation des législations et des réglementations fiscales des pays de l'UMA.

R. E.

ACCESSION DE L'ALGÉRIE À L'OMC

Le 11^e round des négociations multilatérales début avril

Le 11ème round des négociations multilatérales pour l'accession de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se tiendra début avril, a indiqué le ministre du Commerce, Mustapha Benbada. "Le président du groupe de travail chargé de l'accession de l'Algérie à l'organisation, Alberto D'Alotto, a donné son accord de principe pour tenir cette réunion formelle début avril. Nous attendons l'accord des autres membres pour annoncer officiellement cette rencontre", a-t-il déclaré à l'APS en marge de l'inauguration de la grande exposition du secteur de l'agriculture et du développement rural. Selon M. Benbada, une date a même été arrêtée, mais elle ne sera communiquée qu'une fois que les membres de l'OMC auraient donné leur accord.

Depuis son installation en 1995, le groupe de travail chargé de l'accession de l'Algérie à l'OMC a tenu dix réunions formelles et deux réunions informelles dont la dernière s'est déroulée fin mars 2012. Ce groupe a déjà examiné le régime du commerce de l'Algérie. Son premier projet de rapport a été élaboré en 2006 et a été révisé en 2008. La dernière révision du projet de rapport dont le document a été transmis à l'OMC en décembre dernier sera distribuée à l'occasion du 11e round. La prochaine réunion du groupe de travail examinera,

concomitamment avec le projet de rapport révisé, les réponses de l'Algérie aux questions additionnelles des membres de l'organisation ainsi que la progression des mises en conformité du régime du commerce algérien et des négociations bilatérales sur les consolidations tarifaires et les engagements spécifiques sur le commerce des services. "L'examen du régime du commerce algérien se poursuit en ce qui concerne le régime des licences d'importation, les obstacles techniques au commerce, la mise en œuvre des mesures sanitaires et phytosanitaires, l'application des taxes intérieures, les entreprises publiques et les privatisations, les subventions et certains aspects de protection des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce", a souligné le ministre. Une vingtaine de projets d'accords d'engagement sur les questions systémiques (accords régionaux) sont en cours de discussion, a affirmé une source proche du dossier. Sur le plan bilatéral, les négociations se poursuivent avec 13 pays et des progrès notables ont été enregistrés avec plus de la moitié d'entre eux, ajoute la même source. Six accords bilatéraux avec le Venezuela, Cuba, la Suisse, le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine ont été déjà finalisés. Une délégation d'experts algériens s'était rendue les 17 et 18 décembre dernier à

Washington pour rencontrer des experts américains dans le cadre des négociations avec les Etats-Unis en vue de conclure un accord bilatéral pour permettre à l'Algérie d'accélérer son processus d'adhésion à l'OMC.

Fin mai 2012, une source proche du dossier avait affirmé à l'APS que es Américains ont affiché une certaine disponibilité à tenir une rencontre, à Alger ou à Washington, pour négocier et essayer d'aplanir certaines divergences, et qu'il ne restait qu'à déterminer la date. "Il y a une certaine compréhension de la part des Américains de la situation de l'Algérie", avait souligné la même source.

Une rencontre informelle avec l'Union européenne pourrait également intervenir avant la tenue du 11ème round des négociations multilatérales. "Notre partenaire européen souhaite prendre connaissance de notre dossier avant la réunion formelle pour voir de quelle manière il pourrait nous aider. Nous avons adressé une correspondance à l'UE pour marquer notre disponibilité à tenir une réunion informelle. Nous attendons toujours une réponse", a fait savoir le ministre.

R. E.

TAMANRASSET

Renforcement des structures spécialisées pour handicapés

Quatre nouvelles structures spécialisées pour les personnes aux besoins spécifiques sont en chantier dans la wilaya de Tamanrasset, ont indiqué les responsables du secteur de l'action sociale. Inscrites au titre des actions de solidarité et de promotion des conditions de prise en charge de cette catégorie sociale, ces projets portent sur la réalisation d'un centre pour enfance en détresse et d'une maison de repos pour personnes âgées à Tamanrasset ainsi que d'une école mixte pour enfants sourds-muets et non-voyants et un centre médicopédagogique pour enfants déficients mentaux à In-Salah (750 km de Tamanrasset), a indiqué le DAS, Abdallah Cheribet.

Ces infrastructures permettront de porter le nombre de personnes prises en charge de 360 actuellement à 584. Le secteur de l'action sociale a vu ses structures renforcées à Tamanrasset par un projet de siège de sa direction locale devant contribuer à l'amélioration des prestations sociales.

La wilaya de Tamanrasset, qui recense 2.024 handicapés, dont 681 femmes, s'attelle, dans le cadre de la prise en charge et l'accompagnement de cette catégorie, à l'ouverture d'antennes de l'action sociale au niveau des communes à forte concentration d'habitants et la dynamisation des cellules de proximité relevant du secteur, selon le DAS de la wilaya.

KHENCHELA

14 points noirs identifiés sur le réseau routier

Pas moins de 14 "points noirs" classés dangereux ont été identifiés en 2012 sur le réseau routier de la wilaya de Khenchela, a indiqué le groupement territorial de la Gendarmerie nationale. Ces points noirs sont localisés sur les routes nationales (RN) n° 8, 32, 83 et 88 correspondant aux axes routiers reliant la wilaya de Khenchela aux wilayas de Batna, Tébessa, Oum El-Bouaghi et Biskra, selon le commandant du groupement.

Les responsables du secteur des infrastructures de base ont été saisis à l'effet d'intégrer ces points noirs dans les programmes d'aménagement et de maintenance du réseau routier, a ajouté le même officier.

L'un des points noirs les plus dangereux, situé près du village d'El-Menzel, sur la RN 88 entre Batna et Khenchela, sera éliminé après la réalisation du doublement de la voie sur une distance de 30 km entre Khenchela et Kaïs, a indiqué, de son côté, un responsable de la Direction des travaux publics.

La Direction des travaux publics multiplie également les interventions pour "corriger" les tronçons jugés périlleux sur les routes secondaires du réseau routier de la wilaya, en intensifiant l'installation de signalisations routières.

SOUK-AHRAS, RÉHABILITATION DES VIEILLES BÂTISSSES

Lancement prochain d'une vaste opération

Le directeur de l'urbanisme et de la construction (DUC), Belkacem-Karim Guemri, a indiqué qu'une vaste opération de réhabilitation de 1.270 vieilles bâtisses et de 11 équipements publics sera "incessamment" lancée à Souk-Ahras.



PAR BOUZIANE MEHDI

A l'instar de l'ancienne gare ferroviaire, cette opération de restauration ciblera 1.008 bâtisses individuelles, des constructions collectives en plus de plusieurs vieilles infrastructures publiques, a détaillé le même responsable, faisant part de l'importance de ce chantier dans la préservation de "l'âme" de la ville.

Ciblés par cette opération de réhabilitation, les édifices sont situés entre la place de l'Indépendance et la station de taxis du centre-ville, selon l'APS. Belkacem-Karim Guemri a précisé que les travaux

d'aménagement et de rénovation concerneront, notamment, les terrasses des bâtisses et leurs parties communes, en soulignant "l'importance de préserver le cachet architectural des bâtisses concernées, dont la construction remonte parfois à près de deux siècles.

Nécessitant, au titre d'une première tranche, un investissement public de 400 millions de dinars, ce projet de réhabilitation sera soumis aux mêmes démarches techniques et administratives adoptées dans les opérations de restauration des vieilles bâtisses des wilayas d'Annaba, d'Oran et d'Alger", a affirmé le même responsable à l'APS. Touchant des édifices

dont l'état de vétusté est "assez avancé", M. Guemri a fait part de la "complexité" de ce type de chantiers et a mis l'accent sur "la nécessaire collaboration des citoyens" pour la réussite de cette opération.

Le directeur de l'urbanisme et de la construction a indiqué que les travaux de réhabilitation des bâtisses ciblées seront menés en étroite collaboration avec l'Organisme de contrôle technique des constructions (CTC-Est) et plusieurs autres acteurs concernés, à l'instar de Sonelgaz, des Directions de l'énergie et des mines et des Ressources en eau.

B. M.

TISSEMSILT, INVESTISSEMENT PRIVÉ

Entrée en production du premier complexe laitier

Le complexe du lait et ses dérivés, implanté dans la localité de Sidi Mansour, dans la commune de Khémisti (Tissemsilt), est entré en phase de production vendredi dernier, a indiqué son directeur. Ce complexe, le premier du genre dans la wilaya concrétisé dans le cadre de l'investissement privé, produit actuellement 15.000 à 20.000 litres/jour de lait pasteurisé et devra atteindre 80.000 l/j début du mois de mars prochain, "ce qui permettra d'assurer une couverture des besoins de la wilaya durant les trois prochains mois, avec possibilité de commercialiser ses produits vers les wilayas limitrophes, dont Aïn Defla, Tiaret et Djelfa", a indiqué Ghanem Hattab. L'usine, dont le coût de réalisation a atteint plus de 300 millions de dinars, prévoit la production, dans les prochaines semaines, de dérivés du lait dont les fromages, le yaourt et le beurre, a ajouté le

directeur. Cet investissement, qui offre actuellement 30 postes d'emploi permanents, devra générer plus de 1.000 postes directs et indirects au profit de la population de la région en fin d'année courante, a souligné M. Hattab. Le complexe laitier de Tissemsilt devra insuffler une dynamique à l'opération de collecte du lait dans la wilaya. Une collecte de 5.000 litres/jour est prévue dans une première étape, a affirmé ce responsable.

Dans ce cadre, la Direction des services agricoles prévoit que cette unité de production pourra contribuer à la hausse de la quantité du lait collecté à 500.000 litres cette année, selon le DSA.

La Direction du secteur tiendra prochainement une rencontre de sensibilisation avec les éleveurs de bovins de la wilaya pour faire connaître l'importance de ce complexe dans l'opération de collecte du lait, les mesures incitatives qui leur

sont accordées et les mécanismes de soutien prévues par l'Etat pour développer la filière lait.

La production de lait cru dans la wilaya de Tissemsilt, qui recense 7.000 têtes de vaches laitières, a atteint 12,2 millions de litres dans la saison agricole écoulée, dont 230.000 litres ont été collectés.

APS

SAÏDA

Réalisation de six maisons de jeunes

Le secteur de la jeunesse et des sports dans la wilaya de Saïda a bénéficié d'un programme portant sur la réalisation de six nouvelles maisons de jeunes et la réfection de quatre stades communaux de football, ont annoncé les services de la wilaya.

"Des terrains ont été choisis cette semaine pour abriter ces projets et les travaux seront lancés prochainement, comme convenu lors de la visite effectuée par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, au mois décembre dernier dans la wilaya", ont indiqué les mêmes services.

Il a été décidé la réalisation de ces maisons de jeunes, qui s'ajouteront à deux autres existantes, à Hassasna, Moulay Larbi, Dhoui Tabet, Ouled Brahim et Maamoura et à hai Es-salem 2 de Saïda.

Par ailleurs, une superficie de 25 hectares a été réservée pour la réalisation d'un centre de préparation sportive et d'un complexe sportif pour l'équipe du MC Saïda. En outre, il sera procédé à des opérations de réfection des stades de football relevant des communes de Sidi Boubekour, Ouled Brahim, Aïn Lahdjar et Ouled Khaled. **APS**

LAGHOUAT, DIRECTION LOCALE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLS

435 postes au bénéfice des femmes au foyer

Un total de 435 postes a été retenu, en prévision de la prochaine rentrée de formation, session de février, au profit de la femme au foyer, dans la wilaya de Laghouat, a annoncé la Direction locale de l'enseignement et de la formation professionnels. Outre l'ouverture de 75 postes en milieu rural au niveau des annexes de la formation professionnelle, 3.586 places sont offertes lors de cette session, répartis en 12 sections et 57 filières de formation.

Ces postes sont répartis sur les différents modes de formation, dont la forma-

tion résidentielle (1.115 places), l'apprentissage (916), la formation-passerelle (75) et les cours du soir (100).

Le secteur fait état aussi de 150 places offertes dans le cadre de la convention signée avec le secteur de la justice pour la formation des pensionnaires des établissements pénitentiaires, en plus de 380 nouveaux inscrits, dont 340 pour une formation qualifiante dans des écoles privées.

Les structures de la formation professionnelle dans la wilaya de Laghouat ont été renforcées, au titre du programme quin-

quennal de développement 2010-2014, par cinq nouveaux instituts, dont un institut national d'enseignement professionnel en cours de réalisation pour un coût de 220 millions DA, au chef-lieu de la wilaya.

Les annexes de la FP d'Aïn-Madhi et de Tadjerouna ont été hissées en 2012 au rang de centres de formation professionnelle, portant ainsi le nombre de structures de formation existantes à Laghouat à 12 centres, 5 annexes et un institut national spécialisé en formation et gestion.

APS

ENGENDRANT CINQ MILLIARDS DE PERTES

La grève à l'ENIEM boucle un mois

La grève au sein de l'Entreprise nationale des industries électroménagères, ENIEM de Oued Aissi (wilaya de Tizi Ouzou), se poursuit et va même boucler son premier mois dans trois jours. Un débrayage qui est déjà très lourd de conséquences négatives.

Commencer par les pertes financières incommensurables engendrées par l'arrêt de la production durant plus de quatre semaines. Ainsi, les pertes en question s'élèvent à plus de cinq milliards de centimes. Le hic, c'est que jusqu'à hier, mardi, la situation était toujours bloquée et rien de nouveau n'est venu augurer d'une possibilité de la fin du conflit qui persiste de manière inquiétante dans le plus grand complexe industriel implanté dans la wilaya de Tizi Ouzou. «*Nous avons tenu cinq réunions avec le Président directeur général de l'entreprise, depuis le début de la grève, mais aucune solution n'a pu être dégagée pour permettre au conflit de connaître un dénouement*», nous a confié hier l'un des membres du collectif des travailleurs qui gère cette action de protestation. Notre interlocuteur nous a confié qu'il n'est pas question que les 2300 travailleurs de l'ENIEM reprennent le travail si la condition préalable pour ce faire n'est pas satisfaite. Il s'agit, toujours d'après notre interlocuteur de la dissolution de l'actuelle section syndicale affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens. Un bras de fer oppose désormais les travailleurs au syndicat de l'entreprise qui aurait tourné le dos pendant longtemps aux revendications des employés de l'ENIEM. Même la grève en question ayant pour but principal de



revendiquer une augmentation des salaires, n'a pas été initiée par ladite section syndicale mais elle est plutôt l'œuvre du collectif des travailleurs. Ce dernier, las d'attendre que la section syndicale se manifeste dans le but de défendre leurs intérêts les plus élémentaires, ont fini par opter à la résolution de prendre leur destin en main. Ils ont ainsi initié ladite grève. Mais, il s'avère que, depuis le coup d'envoi de cette action de protestation, la section syndicale ferait tout pour la saborder. C'est du moins ce que nous ont affirmé les représentants des travailleurs qui exigent de manière ferme le départ de ce syndicat avant de reprendre le travail.

Plusieurs autres revendications socioprofessionnelles sont mises en avant par les travailleurs. Une vingtaine de points forment ainsi la plateforme de revendications déposée avec le préavis de grève. Les travailleurs jugent qu'il est tout à fait légitime de demander la révision des salaires puisque leur entreprise ne cesse de collectionner des bilans reluisants depuis plus de cinq ans. La situation, jusqu'à hier, était au stade de statu quo et les travailleurs continuent d'observer leur sit-in quotidien au sein de l'esplanade de leur usine sise à la zone industrielle de Oued Aissi.

L.B.

JOURNÉE NATIONALE DU CHAHID

Recueillement au cimetière de Mdouha

La commémoration de la journée nationale du Chahid a été marquée, dans la wilaya de Tizi Ouzou, par une cérémonie de recueillement au sein du cimetière des martyrs du chef-lieu de la wilaya de Tizi Ouzou, sis à la cité Mdouha. Ainsi, la wilaya de Tizi Ouzou à l'image des autres wilayas n'a pas manqué ce rendez-vous avec l'Histoire.

En cette journée, une délégation officielle conduite par le premier responsable exécutif de la wilaya s'est recueillie à Mdouha à la mémoire des martyrs de la guerre de Libération nationale. La délégation en question était également composée du président de l'assemblée populaire de wilaya, des autorités locales, des représentants de la famille révolutionnaire ainsi que de citoyens.

C'est au carré des martyrs de Mdouha qu'une gerbe de fleurs a été déposée à la mémoire de nos valeureux martyrs. Par ailleurs, l'occasion de la célébration du 18 février a été saisie pour que des cadeaux soient remis aux femmes veuves et aux filles de chouchada. La journée du chahid a été l'occasion pour l'organisation d'une multitude d'autres activités ayant eu lieu dans plusieurs communes de la même wilaya.

L.B.

CENTRES D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE

Le wali de Tizi Ouzou débloquent la situation

Plusieurs contraintes, ayant fait que la réalisation de plusieurs centres d'enfouissement techniques (CET) dans diverses localités au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou n'a pas pu être concrétisée, ont été finalement levées. Il a fallu l'intervention personnelle de M.Abdelkader Bouazghi, wali de Tizi Ouzou, pour mettre un terme au blocage de la situation. Selon le responsable de la communication au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou, le wali a présidé en date du 17 février 2013, une rencontre consacrée à la levée des contraintes liées au démarrage des travaux des CET de Boubhir, Mizrana et de Fréha, en présence de Hocine Haroun, président de l'assemblée populaire de wilaya, du directeur de l'environnement, le

conservateur des forêts, des chefs de daïras et des présidents des assemblées populaires communales concernées. Notre source précise qu'avant d'aborder l'ordre du jour de la rencontre constituant la première priorité de la wilaya, Abdelakader Bouazghi a dressé un état des lieux de l'environnement de notre wilaya suite à la prolifération des décharges sauvages en l'absence de centres d'enfouissement techniques.

«*Voulant en finir définitivement avec ces décharges, le wali a exhorté les présidents d'APC relevant des daïras de Bouzeguène, d'Ain El Hammam, de Mekla, de Tigzirt, d'Azazga en collaboration avec les chefs de daïras concernées à se concerter afin de trouver*

une issue pour relancer les projets de CET en souffrance», ajoute-t-on. Il s'agit de sensibiliser les comités de villages concernés jusqu'à l'aboutissement de ces projets. Les crédits nécessaires ont été mis en place et les entreprises choisies n'attendent que l'ordre de démarrage des travaux.

Dans le souci d'éclairer l'assistance sur l'aspect technique de ces projets, le directeur de l'environnement a indiqué que ces derniers ne présentent aucun danger pour la santé publique. Un point qui, rappelle-t-on, a constitué la source de grandes appréhensions exprimées par les habitants des régions concernées par ce genre de projets. Laquelle population, via les comités des villages, s'est opposée

fermement à ce genre de réalisation par crainte de prolifération de maladies. Les derniers à avoir réagi sont les citoyens de la commune de Mizrana qui se sont opposés à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique sur le territoire de leur localité. Notre source indique qu'avant de lever la séance, le wali a accordé un délai de concertation entre les présidents des APC concernées puis avec les habitants des localités considérées sur la nécessité d'implantation de ces centre d'enfouissement technique. Une réunion décisive est prévue pour les prochains jours, conclut-on. Cette dernière permettra de lever définitivement toutes les contraintes sur lesquelles bute la réalisation des trois CET.

L.B.

BOUZEGUENE

Plusieurs actions de protestation

La daïra de Bouzeguene, située à plus de soixante kilomètres au sud-est du chef lieu de la wilaya de Tizi Ouzou, a vécu une semaine des plus mouvementées. En effet, plusieurs actions de protestation ont été observées par les citoyens de cette région pour diverses raisons. C'est ainsi qu'aussi bien le siège de la daïra que ceux des APC d'Idjeur et de Bouzeguene ont été fermés par des citoyens qui voulaient ainsi exprimer leur mécontentement pour différentes raisons.

Pour la première action, celle ayant visé la fermeture du siège de la mairie de Bouzeguene, les contestataires ne sont autres que les jeunes ayant eu à bénéficier des locaux commerciaux sis au chef-lieu communal. Les concernés demandent qu'ils soient rétablis dans leurs droits, selon leurs propres dires. En effet, des contraintes se posent et empêchent ces

jeunes de prendre possession de manière définitive de leurs locaux.

Par ailleurs, l'action de protestation ayant visé le siège de l'APC d'Irdjen tire son origine du fait du choix fait concernant la baptisation d'un collège sis au village Iguersafen. Le nom du chahid choisi ne semble pas faire l'unanimité et a même provoqué la réaction des responsables

locaux de l'Organisation nationale de moudjahidine (ONM). Ces derniers, soutenus par la population du même village, ont décidé d'observer ces actions de protestation pour que ce choix soit annulé.

Une plainte a même été déposée concernant cette affaire pour faux et usage de faux au tribunal de Azazga, selon des

FERMEE SUITE A L'EFFONDREMENT D'UN PONT

La route de Boghni réouverte

Le chemin de wilaya N° 128, reliant le chef lieu de la daïra de Boghni à la ville de Tizi Ouzou (40 kilomètres) a été enfin réouverte à la circulation avant-hier. Il s'agit de l'axe routier reliant les deux grandes villes entre le Pont de Tlata et la jonction avec la route nationale N° 25 ainsi que le PK30 avec la jonction avec la

RN 30. Selon la direction des travaux publics de la wilaya de Tizi Ouzou, les usagers de l'axe en question (CW128), ce dernier a été ouvert à la circulation aux véhicules de toutes catégories depuis lundi dernier. Cette réouverture a été rendue possible après la fin des travaux de reconstruction de l'ouvrage d'art du CW

128, réalisé par l'entreprise de travaux publique étatique SAPTA. «*La direction des travaux publics de la wilaya de Tizi Ouzou, tient à s'excuser auprès des usagers, pour les désagréments causés pendant la fermeture de cet axe*», a conclu cette dernière dans un communiqué.

L.B.

SOUDAN, KHARTOUM Des rebelles blessés trouvent refuge au Soudan du Sud

Des rebelles de la province soudanaise du Nil-Bleu, blessés dans des combats, ont trouvé refuge au Soudan du Sud, a affirmé, lundi, l'armée soudanaise citée par l'agence officielle Suna. Le porte-parole de l'armée soudanaise a affirmé que l'armée avait "libéré" une zone du Nil-Bleu, tuant et blessant des dizaines de rebelles. "Ces blessés ont été transportés au Soudan du Sud", a déclaré le porte-parole, Sawarmi Khaled Saad, précisant que "les rebelles (s'étaient) repliés vers le Soudan du Sud". Des soldats de l'armée ont été tués et blessés a ajouté M. Saad. Les deux Soudans s'accusent mutuellement de soutenir des rebelles de part et d'autre de la frontière qui n'a pas été précisément délimitée après la partition de juillet 2011. Ces déclarations interviennent alors que des rebelles du Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM-N) ont dénoncé dimanche une offensive des forces gouvernementales au Nil-Bleu, qui a obligé des milliers de personnes à prendre la fuite. Vendredi, l'ambassade des Etats-Unis à Khartoum a souligné "la profonde inquiétude" de Washington, après des affrontements à la limite entre les régions du Nil-bleu et du Haut Nil (Soudan du Sud), à la frontière contestée du Soudan et du Soudan du Sud. Les deux Soudans, qui ne parviennent pas à s'accorder sur un partage des revenus pétroliers et sur certaines zones disputées, ont signé en septembre une série d'accords pour établir une zone tampon le long de la frontière et relancer la production pétrolière. Mais ces accords ne sont toujours pas appliqués, essentiellement à cause de la rébellion que Khartoum accuse Juba de soutenir au Nil bleu et au Kordofan-Sud, deux régions frontalières en proie à des combats depuis 2011.

RD CONGO Trois personnes tuées dans la province du Katanga

Trois personnes ont été tuées par les miliciens Maï Maï Bakata Katanga du chef Tanda Imena, dans la localité de Kinsevere, située à près de 40 km de la ville de Lubumbashi, province du Katanga, ont indiqué, lundi, des sources de la société civile du Katanga. "Les miliciens ont tué le chef du village de cette localité, un élément de la police nationale congolaise et un agent de l'Agence nationale de Renseignement", a indiqué la même source, ajoutant que "cette incursion a provoqué une panique dans la ville de Lubumbashi". Par contre, une autre source a indiqué qu'il ne s'agissait pas d'une attaque de miliciens Maï-Maï, mais plutôt d'une polémique qui a dégradé entre le chef du village Kinsevere et un groupe de jeunes gens du même village. Les autorités provinciales n'ont fait aucun commentaire à ce sujet, et aucune information officielle n'a été livrée à la presse par les autorités locales. Selon le chef de groupement de Mwemena, territoire de Kasenga, le Maï Maï Bakata Katanga ont tué plus de 65 personnes durant la période allant du 22 janvier au 8 février 2013. **APS**

TUNISIE, ÉCHEC DE L'INITIATIVE DE HAMADI JEBALI

Réactions de la classe politique

L'initiative de Hamadi Jebali aura permis de faire passer la crise engendrée par l'assassinat de Chokri Belaïd, dont la famille est actuellement sous protection policière rapprochée...



La Tunisie en proie à sa plus grave crise politique depuis l'assassinat du leader du Front populaire n'a plus le droit à l'erreur, et l'échec annoncé et confirmé de l'initiative de Hamadi Jebali de former un gouvernement de technocrates apolitiques ne laisse pas présager de jours meilleurs.

Abdelwaheb Maâter, membre du CPR et ministre de l'emploi, a affirmé sur les ondes de *Shems Fm* que Hamadi Jebali a essayé d'incarner «le sauveur» de la nation et s'est ainsi empêtré en dépassant les institutions constitutionnelles et les partis politiques. Mohamed Brahmi, député à

l'Assemblée nationale constituante et membre du mouvement *Châab* a déclaré que cet échec était attendu et qu'il fallait, désormais, s'atteler à un «programme de sauvetage national».

Mahmoud Baroudi, député à l'ANC, a exhorté à reprendre les discussions afin de sortir le pays de la crise où il se trouve aujourd'hui.

L'initiative de Hamadi Jebali aura, au moins, permis de «faire passer la crise» engendrée par l'assassinat de Chokri Belaïd, dont la famille est actuellement sous protection policière rapprochée après le saccage du monument érigé à la mémoire de feu Chokri Belaïd, à l'endroit

même où il a été tué, il y a une dizaine de jours. En effet, selon plusieurs sources concordantes, le ministère aurait décidé de disposer une patrouille fixe au pied de l'immeuble où réside la famille du défunt, et une protection rapprochée à ses membres. C'est du moins ce qu'aurait déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur à quelques médias..

Aux dernières nouvelles, il semblerait que le destructeur de la statue mémorielle de Chokri Belaïd ait été appréhendé par les forces de la police.

Il s'agirait d'un voisin que la statue aurait empêché de garer sa voiture.

R. I./Agences

SYRIE, GUERRE CIVILE

Assad assuré de la victoire

Au moment où Carla del Ponte, membre de la commission d'enquête de l'Onu demande que la justice internationale soit saisie des crimes de guerre commis en Syrie, le président Bachar el-Assad, lui, affiche sa sérénité et se dit certain de la victoire de ses troupes contre les rebelles et les groupes armés. Se montrant tout aussi inflexible qu'au début de la révolte, Bachar el-Assad affirme avoir la "certitude" de pouvoir gagner la guerre, des propos tenus devant des hommes politiques libanais. "Nous avons la certitude de gagner", a dit Bachard el-Assad, ajoutant : *cela ne veut pas dire que tout est réglé, nous avons encore beaucoup à faire en politique et dans le combat contre les groupes terroristes extrémistes*". L'Union européenne, de son côté, ne se prononce pas sur une levée de l'embargo sur les armes réclamée par Londres, mais prolonge de trois mois les sanctions contre la Syrie. Sur le terrain, les rebelles continuent leur avancée vers l'aéroport d'Alep et la base aérienne militaire de Nairab. Bachar el-Assad accuse les groupes terroristes écumant la syrie d'être financés et soutenus par l'étranger, en particulier par l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie.

Pendant ce temps, les violences continuent. Lundi, trois obus de mortier, tirés à partir d'un endroit non déterminé, ont atterri l'un dans un hôpital français, l'autre



dans une école à proximité et le troisième dans une rue de Damas, la capitale syrienne, causant des dégâts matériels mais sans faire de victimes. Un obus est tombé dans la cour de l'hôpital français près de la section d'urgence dans le quartier al-Qassa à dominance chrétienne, selon des

témoins, ajoutant qu'un autre mortier est tombé dans l'école al-Maoneh en face et ont causé des dégâts matériels.

Un troisième obus a explosé sur la rue Farès-Khoury, proche d'Al-Qassa, et a causé des dégâts matériels seulement, selon les mêmes sources. **Agences**

COLOMBIE FIN DE LA TRÊVE DES FARC

Les négociations de paix en péril

La guérilla des Farc a annoncé la reprise de la lutte armée en Colombie confirmant ainsi le mois dernier la fin de la trêve unilatérale de deux mois, décrétée en gage de bonne volonté lors de négociations de paix à Cuba, sans avoir convaincu les autorités de Bogota de relâcher la pression militaire. "C'est le cœur lourd que nous devons reconnaître que nous revenons à l'état de guerre dont personne ne veut", a déclaré à la presse Ivan Marquez, chef de la délégation des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), depuis La Havane où la rébellion marxiste a ouvert une nouvelle journée de négociations avec les représentants du président Juan Manuel Santos.

Le numéro 2 des Farc a toutefois exhorté à nouveau M. Santos d'examiner "la possibilité d'un cessez-le-feu bilatéral" permettant "une atmosphère sereine" lors des pourparlers, dont l'objectif est de mettre fin au plus vieux conflit d'Amérique latine, qui a fait 600.000 victimes, 15.000 disparus et près de 4 millions de déplacés en un demi-siècle.

M. Marquez a proposé de discuter tout au moins d'un "traité de régulation de la guerre", afin d'"éviter à la population de souffrir davantage".

La délégation gouvernementale, dirigée par l'ancien vice-président Humberto de la Calle, n'a fait de son côté aucun commentaire avant la reprise des discussions.

Toutefois, le président Santos a déjà exclu à plusieurs reprises l'option d'un cessez-le-feu bilatéral avant de parvenir à un accord final avec les Farc, rappelant que les offensives militaires avait permis de réduire leurs rangs à un niveau historique.

Selon un récent rapport officiel, la rébellion, fondée à l'issue d'une insurrection paysanne en 1964, compterait désormais moins de 8.000 combattants, essentiellement repliés dans les régions rurales, contre près de 20.000 durant son âge d'or dans les années 90. Les négociations de paix, qui ont démarré il y a deux mois dans la capitale cubaine, ont abordé comme premier point la question cruciale du développement rural dans un pays où à peine 1% de la population possède plus de la moitié des terres agricoles. D'autres thèmes épineux sont prévus, comme le trafic de drogue, la réinsertion politique des guérilleros ou encore la réparation des victimes. Devançant l'annonce de la fin du cessez-le-feu, M. Santos, qui souhaite que les négociations aboutissent au plus tard en novembre prochain, a tenté la veille de rassurer ses compatriotes et affirmé que les autorités étaient "prêtes" à une reprise des hostilités.

Sabotages d'oléoducs, policiers capturés et soldats abattus: la fin de la trêve de la guérilla des Farc ne passe pas inaperçue en Colombie, une recrudescence de violences qui met sous pression les négociations de paix, ouvertes depuis novembre dernier en terrain neutre à Cuba.

Après un cessez-le-feu unilatéral de deux mois, présenté en gage de bonne volonté, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) sont repassées à l'action en particulier dans le sud du pays où la rébellion marxiste est fortement implantée. En à peine plus d'une semaine, les guérilleros ont d'abord fait exploser des oléoducs dont le Transandino qui transporte du pétrole depuis l'Équateur, avant de capturer le 25 janvier deux jeunes policiers, qualifiés de "prisonniers de guerre", puis de tuer quatre soldats lors de combats ce jeudi, jour même de la reprise des pourparlers à La Havane.

Le numéro deux des Farc, Ivan Marquez, son représentant dans la capitale cubaine, a annoncé le retour à l'"état de guerre", tout en appelant les autorités à conclure une trêve bilatérale, une option exclue par le président Juan Manuel Santos qui veut maintenir la pression jusqu'à l'obtention d'un accord final pour mettre fin à un con-



flit qui a fait 600.000 victimes en un demi-siècle.

M. Santos n'a de son côté pas souhaité mettre de l'huile sur le feu, se bornant à affirmer que les discussions étaient "sur le bon chemin". Les guérilleros "n'ont pas la capacité militaire pour faire autre chose que commettre des actes terroristes ou priver de liberté des Colombiens, qu'ils soient civils ou en uniforme", a-t-il relevé. Le gouvernement a toutefois répliqué par un ton ferme mais sans suspendre les négociations, menées en son nom par l'ancien vice-président Humberto de la Calle. "S'ils ne veulent pas en finir avec le conflit, qu'ils ne nous fassent pas perdre de temps", a-t-il averti, avant de regagner La Havane. La capture des deux policiers a fait monter la tension d'un cran dans le pays où les Farc avaient relâché l'an dernier leurs derniers otages en uniforme, après avoir officiellement renoncé à la pratique des enlèvements de civils contre rançon.

"Actes fous"

"La guérilla a joué sur les mots. Le ministre colombien de la Défense, Juan Carlos Pinzon, qui incarne l'aile dure du gouvernement, a même qualifié cette capture de "crime contre l'humanité".

Toutefois, selon M. Avila, l'enlèvement des policiers ou la recrudescence des attaques ne vont dans l'immédiat "pas provoquer une rupture du dialogue de paix". "A partir du moment où le gouvernement ne veut pas d'une trêve bilatérale, il sait qu'il doit en assumer le coût", explique-t-il.

Certaines voix se sont pourtant élevées pour brandir la menace d'un échec des négociations. L'ancien président Cesar Gaviria a mis en garde la guérilla contre des "actes fous" qui pourraient "couler le processus". Le frère du président actuel, le journaliste Enrique Santos, qui a participé à la première phase des pourparlers, a estimé que le rythme du dialogue devait "aller plus vite", faute de quoi "le pays et le gouvernement peuvent perdre patience". La fin de la trêve a marqué, selon lui, "non pas une offensive brutale, mais le retour aux standards habituels de la guérilla". Durant son cessez-le-feu unilatéral, quelques 40 attaques ont été perpétrées par

mois, contre 180 auparavant.

"Nous allons revenir progressivement à ce niveau", estime M. Avila, tout en notant que les Farc ont retrouvé une certaine capacité logistique pour pouvoir détenir à nouveau des prisonniers en pleine jungle. Fondées en 1964 à l'issue d'une insurrection paysanne dans les montagnes de Colombie, la guérilla la plus ancienne d'Amérique latine a enregistré une nette érosion de ses troupes au cours des dernières années et ne compterait plus que 8.000 combattants, essentiellement implantés dans les régions rurales, selon la dernière estimation du gouvernement.

Les deux guérillas libèrent sept otages, mais en conservent d'autres

Les guérillas colombiennes des Farc et de l'ELN ont libéré vendredi sept otages, deux policiers et cinq employés d'une compagnie minière canadienne, mais retiennent encore un soldat, un ressortissant canadien et deux Allemands, notamment. Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) ont remis dans "une zone rurale du département du Cauca" (sud-ouest) à une "mission humanitaire" menée par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) deux policiers capturés le 25 janvier.

Apparemment en bonne santé, les agents de police Cristian Camilo Yate et Victor Gonzalez avaient été capturés dans la province du Valle del Cauca (sud-ouest). Leur libération était initialement prévue jeudi mais avait été reportée par la guérilla, en raison de la présence d'un grand nombre de journalistes dans la zone.

Un soldat, pris en otage cinq jours plus tard dans la province de Nariño (Sud), devrait lui être libéré samedi. Ces deux régions sont celles où est le mieux implantée la guérilla marxiste qui compte encore, selon le gouvernement, 8.000 combattants après 48 ans d'existence.

La capture des trois hommes n'a toutefois pas interrompu les négociations de paix entre les Farc et le gouvernement, qui ont lieu en terrain neutre à Cuba sans cessez-le-feu en Colombie, souhaité par la guérilla mais exclu par le président Juan Manuel

Santos avant la conclusion d'un accord final. Ces pourparlers visent à mettre fin au plus vieux conflit armé d'Amérique latine, qui a fait en un demi-siècle quelque 600.000 morts, 15.000 disparus et près de 4 millions de déplacés, selon des chiffres officiels. Quelques heures après ces libérations, la Croix-Rouge a annoncé celles de cinq employés de la compagnie minière canadienne Geo Explorer enlevés par la seconde guérilla du pays, l'Armée de libération nationale (ELN). Parmi eux se trouvaient deux Péruviens. L'ELN "a libéré cinq civils colombiens et péruviens qui étaient entre ses mains depuis le 18 janvier", a indiqué le CICR dans un communiqué. Les otages ont été relâchés dans la zone de Norosi, dans le département de Bolívar, dans le nord du pays. "Nous sommes heureux d'annoncer que ces personnes sont en bonne santé et seront bientôt réunies avec leurs familles", a indiqué Jordi Raich, chef de la délégation du CICR en Colombie, cité par le communiqué. Cette guérilla n'a en revanche donné aucune indication sur le sort d'un sixième employé de la compagnie, ressortissant canadien, qu'elle n'a pas libéré avec ses collègues.

Au cours de la remise, "ils ne nous ont pas donné d'explication" concernant le Canadien, "ils nous ont dit qu'il était en bonne santé et nous avons proposé nos services pour faciliter sa libération", a expliqué à l'AFP une porte-parole du CICR.

Sur son compte Twitter, le président Santos a estimé "inacceptable" que cet employé n'ait pas été libéré. Seconde guérilla après les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), l'ELN, qui compte 2.500 combattants après plus de 40 ans d'existence selon le gouvernement, avait justifié ces enlèvements au nom de la défense des ressources naturelles, pillées selon elle au profit des compagnies étrangères.

L'ELN, qui s'est déclarée prête à engager des pourparlers avec les autorités dans le sillage des négociations de paix ouverte en novembre avec les Farc, a aussi revendiqué l'enlèvement il y a trois mois de deux ressortissants allemands, deux frères âgés de 69 et 73 ans.

R. I./Libération

MAL DE DOS

A la recherche d'une solution efficace

Le mal de dos s'avère être un véritable challenge pour le monde moderne. Depuis le début du XXI^e siècle, le rythme de la vie est de plus en plus effréné. A chaque nouvelle journée, on dirait qu'il y a encore plus de choses à faire que la veille. Et en même temps, il y a une grande chance que la pression du monde moderne continue d'augmenter d'année en année plutôt que de diminuer et nous permettre de nous relaxer comme nous le souhaitons probablement tous.



Le stress et les pressions quotidiennes que nous subissons n'arrangent pas notre santé. Ce n'est, donc, pas une surprise que beaucoup d'entre nous se plaignent de tracas quotidiens ainsi que des douleurs régulières. Les personnes qui n'ont jamais connues de douleur régulière ont du mal à comprendre ce que les autres peuvent ressentir. Ils ne prêtent pas attention aux pressions que leur corps subit, et cela continue jusqu'à qu'une partie de leur corps les fassent souffrir. C'est à ce moment que préserver sa santé devient une des préoccupation principale de la vie. Une des douleurs les plus communes aujourd'hui est le mal de

dos. Il faut savoir que l'Organisation mondiale de la santé estime que 80% des personnes ont souffert au moins une fois de mal de dos au cours de leur vie. Les maux de dos sont l'une des raisons principales pour lesquelles les personnes consultent leur docteur. En effet, presque 8 Français sur 10 se plaignent de douleur au dos.

Qu'est-ce que le mal de dos ?

Le nom scientifique du mal de dos est la dorsalgie qui est une affection douloureuse qui se situe généralement dans la région inférieure du dos, les lombaires, on parle couramment de lombalgie. Il se

situe moins souvent dans le haut ou le milieu du dos, mais ces douleurs existent aussi. Le mal de dos est dit aigu lorsqu'il ne dépasse les 6 semaines et chronique dans le cas inverse.

Aperçu des principaux maux de dos

Le torticolis :

C'est une contracture musculaire qui génère une douleur brutale du cou suite à un faux mouvement. Il est généralement traité par un cours traitement d'antalgique, d'anti-inflammatoires ou par des relaxants musculaires. L'application de pommade et un massage permet de détendre les muscles et, donc, la douleur.

La dorsalgie mécanique

ou traumatique

C'est une douleur de la partie haute du dos, due à une mauvaise posture ou à un choc. Le traitement doit s'adapter au cas par cas mais la prescription d'antalgique ou d'anti-inflammatoire est presque toujours nécessaire. Dans les cas les plus sévères, des heures de rééducation peuvent être conseillées.

Le lumbago

C'est une douleur aiguë survenant après un effort violent. Le lumbago ne dure pas plus d'un mois, les antalgiques ou les anti-inflammatoires permettent de diminuer la douleur et un repos est fortement recommandé.

La sciatique

C'est une irritation du nerf sciatique à la suite d'une compression. Il n'y a pas de traitement contre la sciatique, seulement des antalgiques pour diminuer la douleur car elle se soigne spontanément au bout de quelques mois. Il est possible de subir une intervention chirurgicale afin de supprimer hernie discale si celle-ci est la cause de la sciatique.

Les causes du mal de dos



Beaucoup de personnes se plaignent régulièrement de mal de dos dans la région basse, les lombaires, alors que les personnes qui se plaignent d'avoir mal en haut du dos sont beaucoup plus rares. La raison à cela est que la région des lombaires est beaucoup plus susceptible d'être blessée ou bien de subir des tensions musculaires comparée au haut du dos. Cependant, cela n'empêche pas que chaque année des millions de personnes souffrent de douleurs dans la partie supérieure du dos.

Quelles sont les causes d'un mal en haut du dos ? Ce qui cause le mal en haut du dos est à ce jour toujours controversé. Non pas que la communauté médicale est divisée sur le fait que les personnes souffrent de douleur en haut du dos mais parce que les sources de ce type de douleurs sont complexes, variées et extrêmement nombreuses. Les médecins ont souvent du mal à détecter qu'elle est la cause du mal en haut du dos chez leur patient, certains médecins avancent même que la douleur n'est pas d'ordre physique mais psychologique. Je ne sais si vous avez déjà été dans cette situation, mais pour ma part, j'ai très souvent envie de rappeler à mon médecin qu'il n'a pas su diagnostiquer ni la cause ni les symptômes. Les douleurs dorsales sont généralement ressenties au niveau des omoplates.

Bien que les douleurs se font ressentir à cet endroit précis, la cause de la douleur se trouve très probablement autre part. En effet, il est très dur pour un patient de décrire de manière précise la zone qui le fait souffrir car on a l'impression que la douleur se déplace chaque jour.

Si vous vous reconnaissez dans cette description ne vous inquiétez pas, c'est un cas tout à fait courant qu'on appelle douleurs projetées.

Les personnes qui souffrent de mal en haut du dos ont très souvent une mauvaise posture et c'est cette dernière qui est la cause principale de leur douleur. Le haut du corps doit être en parfaite symbiose avec le bas pour avoir une bonne coordination, c'est justement là qu'est le problème. Le plus souvent la coordination est mauvaise ce qui crée des tensions, donc un mal de dos.

Il faut être vigilant sur sa posture car une mauvaise posture entraîne sur le long terme des problèmes bien plus graves que de simples douleurs. En effet, cela peut causer une hernie discale ou bien un problème au disque situé tout le long de la colonne vertébrale.

Les femmes souffrent plus de mal en haut du dos que les hommes Une récente enquête vient de montrer que les personnes qui ont le plus souvent mal en haut du dos sont les femmes qui doivent rester toute la journée assises devant leur bureau. On ne sait pas exactement pourquoi les femmes sont plus touchées que les hommes, l'hypothèse de la différence musculaire est avancée mais rien est sûr. Pourtant, la différence est flagrante, une femme pour 4 hommes se plaignent de douleur en haut du dos. Si vous souffrez de maux en haut du dos, essayez de faire un peu plus attention à votre posture et si cela est récurrent, consultez votre médecin.

Dix réflexes contre le mal de dos !

Marre de souffrir du dos ? Voici dix trucs intelligents, faciles et sans efforts... dix réflexes simples pour ne plus vous faire mal ! Adoptez de bonnes positions... au lit !



A faire :

pour dormir, allongez-vous sur le dos ou sur le côté, en "chien de fusil". Ces positions respectent la courbure naturelle de la colonne vertébrale. Attention, le choix du matelas et de l'oreiller est primordial. Privilégiez les matelas fermes (même s'il n'est pas nécessaire de placer une planche de bois dessous !) et les oreillers denses et plats afin de laisser la tête dans son axe normal.

A ne pas faire : ne dormez jamais sur le ventre ! Cette position creuse la cambrure des reins et provoque une mauvaise rotation du cou ou de la colonne vertébrale, à l'origine de torticolis et de douleurs dorsales.

Réglez votre siège auto

A faire : Pour tout trajet, il est nécessaire d'adopter une bonne position. Réglez votre siège de façon à ne pas être trop près du volant. Vos bras doivent rester souples et vos coudes naturellement fléchis. Calez-vous au fond du siège pour maintenir votre dos bien droit. Attention à la sortie, souvent périlleuse pour le dos. Faites pivoter lentement votre bassin plutôt que de plier et contorsionner votre dos. Pensez aussi à régler vos rétroviseurs pour ne pas avoir à vous contorsionner.

A ne pas faire : Ne plaquez pas votre tête contre l'appui-tête afin d'éviter les douleurs cervicales. Cet accessoire n'est utile que pour éviter le coup du lapin en cas d'accident.

Attention à l'ordinateur !

A faire : Quand vous êtes devant votre PC, collez vos fesses au fond du siège en gardant le dos bien droit. Privilégiez les sièges réglables en hauteur de façon à avoir les jambes à 90°, les pieds bien à plat et la tête à hauteur de l'écran afin de maintenir les courbures et caler le bassin sur lequel s'appuie la colonne vertébrale.

A ne pas faire : rester dans la même position pendant 45 minutes ou plus ! Faites des pauses, étirez-vous pour décontracter votre dos. **Ménager votre dos, même debout !**

A faire : repassage, bricolage... Nombreuses sont les activités debout qui mettent notre dos à contribution. Tenez-vous le plus près possible du plan de travail ou de l'établi. Ils sont à la bonne hauteur si vous pouvez y poser vos mains à plat, les bras pliés à 90°.

A ne pas faire : rester droit comme un "i". Le professeur Claude Hamonet, fondateur de l'école du dos, conseille de "décaler ses pieds de façon à coller l'un de ses genoux contre la paroi verticale de l'établi ou du meuble à évier pour une meilleure stabilité". Ainsi, l'effort se déplace sur les membres inférieurs et le dos est moins sollicité.

Comment se pencher sans se faire mal

A faire : Pas besoin de travailler dans les vignes pour se pencher ! Jardinier, faire le lit ou lacer ses chaussures suffit à se faire un lumbago. Posez un genou par terre et une main sur le sol. Et si votre activité à faible hauteur s'éternise, pensez à vous asseoir confortablement !

A ne pas faire : courber le dos pour se pencher en avant ! Surélevez votre travail quand c'est possible. Pour attacher vos chaussures par exemple, posez le pied sur un tabouret et penchez vous en avant tout en veillant à garder le dos bien droit.

Les bons gestes quand on déménage

A faire : Attention aux "tours de reins" en cas de déménagement ! Pour déplacer ou transporter une charge lourde, pliez les jambes en gardant le buste le plus droit possible. Conservez la charge le plus près possible de votre corps afin d'éviter son balancement et des vibrations dans votre colonne vertébrale. Conseil : divisez le plus possible la charge pour diminuer son poids et répartissez-la symétriquement. Quand vous portez des sacs, prenez-en un dans chaque main. Et si le sac est en bandoulière, placez-le devant.

A ne pas faire : se pencher en courbant le dos. Cette position porte le poids sur le bas du dos et peut entraîner une torsion des lombaires.

Pensez à la ceinture lombaire !

A faire : La ceinture lombaire qui, selon une étude récente, est plus efficace que les médicaments, est remboursée par la Sécurité sociale. Absorbant 1/3 du poids porté, elle se révèle très utile pour soulever de lourdes charges. Elle permet de garder le dos droit, parce qu'elle stabilise la courbure naturelle de la colonne vertébrale tout en laissant les muscles dorsaux se développer. Elle permet de diminuer les douleurs lombaires en barre, les lombalgies diverses et les sciatiques.

A ne pas faire : acheter une ceinture à la va-vite ! Chaque modèle (ceinture de soutien, de maintien abdominal, lombostat en résine) a sa

particularité. Parlez-en avec votre médecin pour savoir laquelle est la plus adaptée à votre problème.

Tonifiez votre ventre !

A faire : Pour ne pas avoir mal au dos... muscler votre ventre ! En rentrant le ventre, vous faites travailler le muscle transverse de l'abdomen. Cette ceinture naturelle verrouille la région charnière colonne lombaire-bassin de façon à garder le dos dans une bonne position. La respiration abdominale est un bon exercice au quotidien pour développer ce muscle. Lorsque vous respirez, vous devez sentir et voir votre ventre gonfler et dégonfler.

A ne pas faire : muscler vos abdominaux à outrance. Rentrer son ventre régulièrement suffit !

Les bons exercices

A faire : Selon le professeur Hamonet, tous les sports sont bons à pratiquer, du moment que vous ne faites pas de mauvais mouvements avec le dos. La natation, le cyclisme et la marche à pied restent en tête des activités. Privilégiez, toutefois, le crawl et le dos crawlé à la brasse.

Les sports violents (rugby), de combat (judo, karaté) et d'extension (basket, volley, tennis et golf) peuvent également être pratiqués à condition de bien s'échauffer auparavant.

Autres trucs pour ménager son dos !

A faire : Dans une journée, nous multiplions les petits gestes, d'apparence anodine, et qui pourtant endommagent la résistance de notre dos. Si vous utilisez des outils du type balai, râteau, pelle, assurez-vous d'abord que le manche est assez long pour ne pas avoir à vous pencher en avant. Bannissez les activités en hauteur (changer une ampoule). Pour limiter l'hyperlordose lombaire (accentuation de la cambrure), utilisez toujours un escabeau ou un marchepied. A ne pas faire : coincer le combiné entre son épaule et sa tête. Même les bras chargés, prenez le temps de tenir le téléphone dans la main.

ALIÉNATIONS DE MALEK BENSMAÏL

Miroir des souffrances des algériens

Dans le cadre de son cycle de cinéma organisé chaque mercredi, l'Institut Français d'Alger projettera aujourd'hui à partir de 18h30 le documentaire «Aliénations» de Malek Bensmail. L'auteur dédie ce film à son père, l'un des fondateurs de la psychiatrie algérienne.

PAR KAHINA HAMMOUDI

Le documentaire dévoile le quotidien des médecins du service psychiatrique d'un hôpital de Constantine. On y suit les malades et leurs familles, miroir des souffrances que peuvent vivre, aujourd'hui, les Algériens.

En montrant malades et psychiatres algériens devant faire face à la lente désintégration d'une société mais aussi meurtris par l'isolement et l'incompréhension auxquels ils se heurtent, le film cerne la crise culturelle et politique de l'Algérie, et les difficultés que rencontre ce pays pour définir son identité collective.

Malek Bensmail est un réalisateur algérien, né en 1966 à Constantine.

Très jeune, il réalise des essais en super 8 et obtient le premier prix national du Film amateur en Algérie. Après des études de cinéma à Paris suivi d'un stage dans les studios de Lenfilm à Saint-Petersbourg, il consacre sa filmographie au documentaire de création, entièrement engagé sur son pays. Il dessine à travers ses films les contours d'une humanité complexe : démocratie, modernité-tradition, langage, identité, société. Une volonté d'enregistrer la mémoire contemporaine et faire du documentaire un enjeu de démocratie et de réflexion.

En 1996, "Territoire(s)" est un essai documentaire sur les violences archaïques en Algérie et dans le monde arabe et les violences post-modernes en Occident. Entre création vidéo et documentaire, le film remporte quelques prestigieux prix internationaux comme le Loupbar, prix de la meilleure découverte documentaire au Festival du nouveau cinéma à Montréal ou le Prix Télévision à Avança/ Porto. Territoire(s) est projeté dans le monde entier. La même année, pour Canal+, il réalise un court-métrage entre fiction et documentaire, qui raconte l'autodérision des spectateurs vis-à-vis de la télévision unique : Algérien TV Show, il réalise aussi une des émissions culte Culture Pub sur l'Algérie.



L'année 1998 est consacrée à la musique et Malek Bensmail dresse un portrait dans son film Décibled de cinq musiciens algériens qui en exil derrière l'arbre Raï cache la forêt. Résistance, musique et politique avec Gnawa et Amazigh Kateb, Djamel Benyelles, Markunda, Aurès, le Diwan de Béchar et Malik.

En 1999, il co-réalise un film qui fera date sur Mohammed Boudiaf, le président algérien qui fut assassiné, six mois après son retour d'exil de 30 ans. Boudiaf, un espoir assassiné est un film qui fut également déprogrammé par Arte et re-programmé quelques mois plus tard, pour ne pas gêner l'élection présidentielle algérienne de 1999.

En 2000, Des vacances malgré tout est un succès et remporte quelques prix dont le Prix du Patrimoine au Festival du Cinéma du réel. Depuis 20 ans, Kader, émigré algérien en France, fait construire par son frère, une maison dans leur village natal, non loin d'Alger. Pour la première fois, la famille passera les vacances d'été dans cette maison... Une comédie documentaire.

En 2001, il réalise un court-métrage de

fiction Démokratia diffusé sur Arte avec le comédien Louis Beyler, un film formel, adaptation libre d'une peine à vivre de Mimouni, une fable sur la machinerie de la dictature et du pouvoir absolu.

Pour se purifier de tous les maux de son pays, il réalise Plaisirs d'Eau en 2002, un film sur le rapport de l'Homme avec les bains et c'est le hasard qui va inexorablement rapprocher quatre personnages à travers le monde dont les vies vont être liées par la passion de l'eau et les bains.

En 2003, il co-réalise avec le journaliste Thierry Leclerc l'Algérie(s), un film documentaire d'investigation en deux volets qui éclaire et montre à travers des archives et des entretiens inédits de personnalités du gouvernement, de l'armée, des islamistes, de la société civile, la descente aux enfers du peuple algérien et décortique les maux qui ont fait basculer le pays dans la terreur. Le film Algérie(s) en deux épisodes est édité aux Éditions Montparnasse.

En 2005, le film Le Grand Jeu, sur la campagne présidentielle algérienne de 2004 qui a réélu Abdelaziz Bouteflika à 85

%. Le film est interdit d'antenne et est censuré à ce jour en France et en Algérie.

En 2004 il rend hommage à son père, l'un des fondateurs de la psychiatrie algérienne en réalisant Aliénations, un film tourné au plus près des malades mentaux et de leurs familles. Le film est un succès international et remporte quelques prix internationaux prestigieux tels que le Grand Prix des Bibliothèques au Festival du Cinéma du Réel à Paris, le Grand Prix du documentaire à la Biennale des Cinémas Arabes à Paris ou le Magnolia Award du meilleur documentaire au Festival International de Shanghaï et reçoit le prix spécial du jury au Fespaco.

Il réalise en 2008 La Chine est encore loin, un long-métrage documentaire cinématographique. Une chronique d'une enfance dans un village des Aurès « berceau de la révolution algérienne », et tente de comprendre les enjeux du nationalisme et de l'intégrisme à travers le prisme de la transmission des savoirs, 50 ans après l'indépendance.

En 2009, Il est Lauréat de la Villa Kujoyama à Kyoto (Villa Médicis Asie).

En 2010, il signe pour la case Infrarouge de France 2 un documentaire Guerres secrètes du FLN en France, un film référence sur les stratégies du FLN, le second front en France et la guerre fratricide entre FLN et MNA. Une mise en perspective historique sur une histoire méconnue.

Février 2012, L'Ina édite un coffret DVD regroupant les films récents, sous le titre Malek Bensmail, un regard sur l'Algérie d'aujourd'hui.

Courant 2012, il réalise pour l'exposition inaugurale Méditerranées de Marseille, capitale culturelle de l'Europe 2013 (Commissaire : Yolande Bacot), un film sous forme de voyage qui dresse un portrait du nouvel ordre économique, politique et social du bassin. Ulysse, le brûleur de frontières et la mer blanche du milieu.

K. H.

LES GALERIES D'ART PRIVÉES À ALGER

L'implacable loi du marché

Il arrive bien souvent que des galeries d'art privées ouvrent à Alger, mais toutes ne réussissent pas à survivre longtemps ou à assurer des activités régulières, une situation de fait qui relève pour l'essentiel de considérations de rentabilité commerciale, déplorent les galeristes.

En juin 2012, "Le Colibri" ouvra au Boulevard Mohamed V, au cœur d'Alger. Quelques mois plus tôt, c'est une autre, "Le Garage", qui ferme après une année d'existence à Dely Brahim. Avant elle, "Arts en liberté", "L'espace Noun" (également librairie), "Top Action", pour ne citer que ceux-là, ont dû renoncer au moment ou d'autres fonctionnent au ralenti, à l'exemple de la galerie "Esma" de Riadh-El-Feth.

Elle seraient ainsi très peu nombreuses à exercer sur la place d'Alger de manière plus ou moins assidue.

"Il y a des galeries d'art qui ouvrent mais autant qui ferment. Le défi est donc de durer dans le temps. En l'absence d'un marché de l'art, il n'existe pas d'acquéreurs d'œuvres d'art aussi bien étatiques que privés de sorte à encourager la création artistique", constate le plasticien Farid Benyaa, dont la galerie créée en 2000 est exclusivement consacrée à ses œuvres.

"Le garage", une galerie née d'un rêve longtemps caressé par une jeune artiste peintre, a fini par faire long

feu. La loi du marché commerciale s'est imposée à l'idéal artistique de Djenane Zola voulait tant mettre son espace à la disposition d'autres artistes.

"Je n'ai pas exigé un pourcentage sur les ventes des artistes car ma démarche consistait à faire connaître ma galerie. Mais, au bout d'une année j'ai dû mettre les clés sous le paillason après avoir épuisé toutes mes économies dans la location", raconte cet artiste autodidacte qui dit ne pas regretter pour autant cette expérience.

"Je pense que pour tenir longtemps dans ce milieu, il faut disposer de 2 ou 3 ans d'économie pour la location", soutient-elle en s'appuyant sur l'exemple d'une collègue, contrainte de fermer sa galerie après un mois d'existence à peine.

Ouvrir une galerie d'art, une gageure

"L'ouverture d'une galerie d'art dans notre pays relève de la gageure car il est plus sûr de vendre des sandwiches tous les jours qu'un tableau de peinture", pense le gérant de "Art 4 you", ouverte il y a 4 ans, non loin du Sacré-cœur au centre-ville d'Alger.

Rahmane Belaili parvient à vivre de son art grâce à la marge bénéficiaire (30%) des ventes réalisées sur les toiles des exposants mais aussi à la prestation d'encadrement des tableaux qu'il propose.

La galerie a vu défiler de nombreux plasticiens dont des noms connus de la scène plasticienne algérienne et son propriétaire se félicite que de jeunes artistes aient choisi sa galerie pour leur première exposition.

"En l'absence d'un marché de l'art organisé, chaque galeriste s'organise comme il peut", confie ce passionné de la peinture qui s'étonne que des artistes ne conçoivent pas que les galeristes puissent avoir leur part de bénéfices sur les ventes comme partout ailleurs", renchérit-il.

Comptant parmi les galeries les plus actives, Dar El-Kenz est gérée par Mme Guelimi Zahia qui regrette que les espaces comme le sien n'attirent les visiteurs que lors des vernissages. Elle aussi aurait aimé que des institutions comme les banques, les assurances, ministères ou autres jouent le rôle de mécènes en acquérant des œuvres d'art. Enfin, voilà un exemple à suivre peut-être : c'est visiblement la gratuité qu'offre Ezzou'Art Galerie aux exposants qui explique que cet espace parvient à tracer un programme quasiment mensuel et que quelque deux cents (200) artistes y ont exposé depuis son ouverture en août 2010.

"La direction prend en charge les frais de collation, d'installation, d'affichage et autres, et veut surtout encourager les talents en herbe", explique Mme Neggaz Zahia, responsable de cette galerie novatrice.

APS



ACCUSÉ levez-vous !



CAMBRIOLAGE

Opération «zerda»

La plupart des grandes entreprises emploient des veilleurs de nuit. Le problème c'est que certains d'entre eux, une fois recrutés et dans la place, se transforment vite en cambrioleurs. C'est l'histoire tout craché du loup dans la bergerie.

PAR KAMEL AZIOUALI

Nous sommes le 18 juin 2011 à 20h30. Hassan, 42 ans, était à son poste de veilleur de nuit (dans une grande entreprise de couches bébé se trouvant dans la région de Bordj El Kiffan) depuis plus d'une heure lorsqu'il entendit quelqu'un donner de petits coups de poing à la porte métallique. Qui cela pouvait-il bien être ? Il se saisit d'une barre de fer et se tint devant la porte .

- Qui est là ? demanda-t-il.
- C'est moi, Mokhtar ...l'agent d'hygiène.
- Mokhtar ? Mais qu'est-ce que tu fais-là ?

- Ouvre, ouvre, mon ami...je me suis encore disputé avec ma femme et cette fois je suis sorti de la maison...

- Je vais t'ouvrir...

Hassan ouvrit à son collègue et il le vit portant des traces de coup au visage.

- Hé ! Qu'est-ce qui t'est arrivé ?

- Ce n'est rien...c'est ma femme qui m'a frappé avec une casserole.

- Ta femme t'a frappé avec une casserole...mais c'est quoi cette histoire ?

- Ce n'est pas une histoire, Hassan...c'est juste une dispute au sujet d'un pantalon.

- Une dispute au sujet d'un pantalon ?

- Elle m'a demandé d'acheter un pantalon à un de nos deux fils et je lui ai dit d'attendre la fin du mois. Alors elle m'a traité d'incapable. Je l'ai un peu bousculée et elle m'a frappé avec une casserole.

- Et au lieu de la chasser de chez toi, c'est toi qui sors de la maison ?

- Oui.

- Excuse-moi, mon ami mais ton comportement n'est pas digne de quelqu'un qui porte un pantalon.

- S'il te plaît, Hassan, ne me parle plus de pantalon. Trouve-moi plutôt un coin où je puisse dormir.

- Les coins où tu peux dormir sont nombreux ; il fait chaud, tu n'as pas besoin de couvertures ; il ne te reste qu'à trouver des cartons pour ne pas avoir mal au dos.

Il y eut un silence de quelques secondes, puis Mokhtar dit à son collègue :

- Tu sais ce qu'il y a au fond du couloir qui fait face à la pièce où nous nous trouvons ?

- Oui... Il y a une pièce avec une porte blindée. Et dans cette pièce se trouve un



gros coffre en acier contenant des milliards...

- Et tu passes la nuit à côté de tous ces milliards tranquillement, Hassan ?

- Qu'es-tu en train d'insinuer, Mokhtar ?

- Rien du tout...Surtout maintenant que je viens de découvrir que toi et moi nous ne pensons pas de la même manière. Moi, je me fais tabasser avec une casserole sans broncher alors que toi, s'il t'arrivait la même chose...

- Calme-toi, Mokhtar, calme-toi... Toi et moi sommes pareils. Il est vrai que je ne reçois pas des casseroles en plein visage...mais tous les jours, je me fais traiter de tous les noms d'oiseaux par ma femme. Je me laisse faire parce qu'une réaction de ma part ne ferait que compliquer les choses. Et puis, pour être franc, ma femme a raison de se montrer dure avec moi. Nos conditions de vie sont très difficiles et je ne fais rien pour les améliorer. Même si je voulais les améliorer comment ferais-je ?

- Moi je sais ! fit Mokhtar en souriant malicieusement.

- Ah ! Bon ? Tu sais comment on peut améliorer notre situation et tu es resté les bras croisés, Mokhtar ? H'ram aalik !

- Je ne suis pas resté les bras croisés ; la vérité est que l'idée ne m'est venue que depuis quelques jours... Et depuis quelques minutes, cette idée est en train de s'imposer avec force.

- Et c'est quoi cette idée ?

- Le coffre-fort qui se trouve dans la salle se trouvant au bout de ce couloir.

- Le coffre-f... tu sais ce que tu es en

train de dire, Mokhtar ?

- Bien sûr !

- Tu es fou !

- Non, Hassan, je ne suis pas fou; j'ai juste envie de mener une vie paisible. Pas toi ?

- Si !

- Si on avait les clefs de ce coffre, on le viderait sans que personne ne nous soupçonne. On soupçonnerait plutôt les chefs de cette entreprise qui en possèdent les clefs... Mais là sans les clefs nous sommes obligés d'utiliser les grands moyens avec toute la casse que cela suppose. On prend l'argent et on disparaît.

- Et tu penses pouvoir ouvrir ce coffre, Mokhtar ?

- Oui.

- Alors atkel aala rebbi !

Mokhtar et Hassan commencent par détruire toutes les caméras de surveillance du couloir et ouvrent la porte de la chambre du coffre avec un pied de biche. Quant au coffre, ils finissent par avoir raison de lui au bout de deux heures d'efforts.

Quand ils parviennent enfin à arracher la porte du coffre, ils faillirent s'évanouir : l'intérieur était bourré de liasses de billets de banque posées les unes sur les autres. Mokhtar sortit alors de sa poche deux gros sachets noirs qu'il ouvre tout en criant après Hassan :

- Allez, allez ! Au lieu de faire cette tête d'idiot, aide-moi à remplir ces deux sachets.

Hassan s'exécuta.

Au bout d'un moment, les deux sacs étaient pleins et le coffre était toujours

aussi bien rempli.

- C'est tout ce qu'on peut prendre, Mokhtar. Nous en avons pris combien, d'après-toi ?

- Treize paquets. Et on m'a dit que chaque paquet contenait 100 millions de centimes. Cela fait un milliard et trois cents millions de centimes

- Ouf ! C'est largement suffisant pour nous...nous qui n'avons jamais eu en poche plus de 50 DA !

- Bon, Hassan...Nous devons disparaître...mais pas maintenant...Il faut attendre le lever du jour. Si nous sortons maintenant, nous risquons de nous faire arrêter par la première patrouille de police que nous croiserons.

- Tu as raison.

- Dès le lever du jour, nous achèterons deux gros cabas, nous y mettrons cet argent et nous disparaîtrons pour quelques mois.

- Et nos familles ? s'inquiéta Hassan.

- Bof ! Elles se débrouilleront sans nous, momentanément. De toutes les manières, nos épouses ont toujours pensé que nous étions nuls. Nous verrons comment elles se débrouilleront sans nous !

- Tu as raison, Mokhtar ! Essayons de penser uniquement à nous, pendant quelque temps.

Les deux amis achetèrent deux cabas, y fourrèrent l'argent puis se rendirent à la gare routière du Caroubier pour prendre un car en direction d'Oran.

Ils louèrent un magnifique bungalow au bord de la mer, le meublèrent royalement et entamèrent une vie de nabab qui dura trois mois. Chaque jour était une fête digne de la jet set californienne : moutons rôtis, fruits, bière, champagne et sans oublier bien sûr des filles de joie à profusion qui n'étaient jamais les mêmes mais qui recevaient toujours les mêmes rémunérations mirobolantes qui dépassaient largement les salaires mensuels des cadres les plus compétents du pays.

Un matin, au début du quatrième mois de cette nouvelle vie de barons oisifs et épicuriens, on sonna à la porte du bungalow. Une des prostituées qui se trouvait là, alla ouvrir et elle eut la surprise de voir des hommes en civil et de nombreux policiers entrer à l'intérieur.

Mokhtar et Hassan étaient si obnubilés par leur nouvelle vie qu'ils avaient oublié que la police les chercherait.

Pendant que deux policiers leur passaient les menottes, un de ceux qui étaient en civil leur lança :

- Ezzerda khlasset ! (la fête est finie !)

Dans les deux cabas, il n'y avait plus que deux mille dinars. Les deux amis avaient dépensé 13 millions de dinars en trois mois en plaisirs éphémères ! Incroyable ! Le procès de Mokhtar et Hassan a connu son épilogue la semaine dernière à la cour d'Alger. Ils ont été condamnés chacun à 8 ans de prison ferme. Initialement c'était une peine de 15 ans de prison qui avait été requise contre eux. KA.

JUDO, L'ASSEMBLÉE REPORTÉE AU 27 FÉVRIER À ALGER

La FAJ surmontera-t-elle sa crise ?

La Fédération algérienne de judo vit, en ce moment, une crise assez compliquée. L'assemblée générale électorale de cette instance, qui n'était pas allée à son terme, aura lieu finalement le 27 février à Alger.

PAR MOURAD SALHI

La crise qui a secoué dernièrement le Comité olympique algérien touche, par ricochet, tous les autres sports. Tout a commencé il y a quelques mois avec le renouvellement des instances sportives nationales. Après le handball, le judo algérien, qui a connu une vingtaine d'années de crise, s'enfonce davantage. C'est dire que ce tumulte n'est pas propre à la famille du judo. Hormis quelques rares fédérations qui ont opté pour la discrétion totale, la plupart d'entre elles ont vécu de graves polémiques. Le judo algérien, qui a souvent représenté dignement les couleurs nationales dans pas



mal d'échéances internationales, n'arrive plus à se remettre sur la bonne voie. Après la démission de Ali Benjamaâ qui, signons-le, avait succédé à Mohamed Meridja, cette fédération reste, jusqu'à preuve du contraire, sans responsable. Deux candidats étaient en course pour reprendre les rênes de cette instance natio-

nale. Karim Debiane, président de la ligue de Tizi-Ouzou, s'est lancé dans une bataille sans merci contre Hazoumoumen El-Hayen membre de la commission des grades du bureau sortant. Les deux concurrents se sont donné rendez-vous à l'Institut supérieur de technologie sportive (ISTS) d'Alger pour le vote. Mais l'assemblée

générale électorale est vouée à l'échec. Le représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports, Abdelmadjid Djebbab, a pris la décision de reporter cette assemblée à une date ultérieure en raison de la présence de personnes étrangères dans la salle qui, selon les présents, n'avaient pas la qualité de membres de l'assemblée générale, tel que défini par les règlements régissant les fédérations sportives. Si le judo est sous les projecteurs, c'est parce qu'il reste le sport qui défend mieux ses objectifs dans les différentes compétitions internationales. Il est l'une des disciplines qui ont réussi à décrocher des médailles lors des jeux Olympiques. Où sont passés ceux qui ont fait les beaux jours du judo algérien, à l'image de Salima Souakri, Amar Benikhlef, Soraya Haddad et autres. En tout cas, la situation délicate dans laquelle se trouve la Fédération algérienne de judo depuis quelque temps a beaucoup influencé sur cette discipline. La preuve : les judokas algériens n'ont rien pu faire lors des derniers jeux Olympiques de Londres. M. S.

HALILHODZIC

«Investir dans l'échec de la CAN 2013»

Le sélectionneur de l'équipe algérienne de football, le Bosnien Vahid Halilhodzic, a appelé à "retenir les leçons" de l'échec de la sélection, éliminée au premier tour de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2013, qui s'est déroulée en Afrique du Sud (19 janvier-10 février). "Il faut bien retenir les leçons de cet échec, reconstruire un esprit plus fort et déterminant pour repartir du bon pied en vue des éliminatoires de la Coupe du monde 2014", a souligné le coach national lundi soir lors de l'émission sportive "Saâ Ryadha" de la télévision nationale. Lors de la CAN 2013, disputée en Afrique du Sud, l'Algérie, engagée dans le groupe D, a concédé deux défaites face à la Tunisie (1-0) et le Togo (2-0), avant de faire match nul face à la Côte d'Ivoire (2-2). Le coach national, qui se dit responsable de cet échec, estime que l'équipe nationale "est passée à côté d'une belle performance". "Nous étions capables de faire mieux lors de cette CAN, nous sommes passés devant une belle performance, jusqu'à même atteindre la finale. Nous sommes tombés dans l'euphorie, et c'était notre faute. Malheureusement, la réalité était toute autre. Ça s'est joué vraiment sur de petits détails. Nous avons manqué de réussite, en plus de l'arbitrage qui nous a joué un mauvais tour", a-t-il regretté. Et d'ajouter : "J'ai vécu un moment assez difficile, j'ai réfléchi sur les raisons de cet échec. Les résultats sont assez décevants, ça c'est clair, mais nous avons développé en parallèle du beau jeu, c'est l'absurdité du football", a-t-il ajouté. Appelé à expliquer les raisons de cet échec, l'ancien sélectionneur de la Côte d'Ivoire estime que l'attaque était le maillon faible, en dépit d'un "jeu attrayant" développé lors des trois matches disputés. "On a bien joué, mais on n'a pas réussi à marquer. Nous avons manqué de réussite. Il ne faut pas accabler les joueurs qui ont fait de leur mieux pour bien représenter le pays. Cette équipe a ses qualités, comme elle a ses faiblesses. Nous n'avons pas réussi à être à la hauteur, peut être que cela est dû à la réforme de certains joueurs". Pour ce qui est des joueurs convoqués pour cette CAN, Halilhodzic a défendu ses choix, estimant qu'il avait fait appel "aux éléments les plus aptes". "Avant la CAN, j'avais vraiment souffert pour composer la liste des 23 joueurs, c'était un vrai casse-tête pour moi. Je pense que j'ai emmené les éléments les plus aptes, maintenant il y a des personnes qui parlent de Ziani, Djebbour ou Djabou. Si j'ai décidé de ne pas les convoquer, c'est que j'ai mes raisons", estimant que le groupe a manqué "d'un leader, quelqu'un comme l'Ivoirien Didier Drogba, capable sur une action de marquer un but". Dans un autre registre, et pour ce qui est des nouveaux joueurs annoncés en grandes pompes pour renforcer les rangs des Verts, Halilhodzic,

est resté évasif sur le sujet. "Comme chaque équipe, nous allons nous renforcer par des joueurs de qualité dans les différents compartiments pour être plus performant. Je ne peux pas dévoiler les noms de ces éléments. Je préfère travailler dans la discrétion et en catimini. Mais je tiens à préciser une chose importante, celui qui veut jouer pour l'équipe nationale, doit le faire sans aucune condition", a-t-il prévenu. Des joueurs comme l'attaquant du FC Parme, Ishak Belfodil, le milieu de terrain du FC Bologne, Saphir Taider, ainsi que le milieu offensif du FC Grenade, Yacine Brahimi, sont susceptibles d'intégrer dans un avenir proche la sélection algérienne. "Avec les prochains renforts, je suis persuadé que cette équipe aura un bel avenir, il faut continuer à travailler et aller de l'avant. Un jour, elle va certainement récolter les fruits de son travail, est-ce que je serai là encore ?, on verra bien", a-t-il conclu. La prochaine sortie des Verts est prévue le 26 mars prochain face au Bénin au stade de Mustapha-Tchaker de Blida (20h30), en match comptant pour la 3e journée (Gr 8) des éliminatoires de la Coupe du monde 2014.

Le staff technique sera renforcé

Le staff technique de l'équipe algérienne de football sera bientôt renforcé en prévision des prochaines échéances, a révélé le sélectionneur Vahid Halilhodzic, qui se dit "motivé" à poursuivre son aventure avec les Verts, en dépit de la sortie ratée de la sélection lors de la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN 2013, disputée en Afrique du Sud. "Cette CAN m'a permis de faire un constat sur la nécessité de renforcer le staff. Dans cette optique, il y aura l'arrivée d'un entraîneur-adjoint qui va m'aider sur le plan technique sur le terrain, en plus d'un entraîneur des gardiens", a affirmé le coach national lundi soir lors de l'émission sportive "Saâ Ryadha" de la télévision nationale. Lors de la CAN 2013, l'Algérie s'est fait éliminer au premier tour de la compétition, concédant deux défaites, face à la Tunisie (1-0) et le Togo (2-0), avant de faire match nul face à la Côte d'Ivoire (2-2). Le co-entraîneur des gardiens de but, Abdenmour Kaoua, a décidé de quitter son poste après la CAN, ce qui explique le souci de le remplacer. En dépit d'une élimination sans gloire du tournoi, Halilhodzic, qui regrette la sortie ratée des Verts, se dit encore motivé à continuer son aventure avec la sélection, s'engageant à poursuivre son travail entamé depuis son arrivée en juillet 2011. "J'ai beaucoup réfléchi à l'idée de partir. J'ai un contrat beaucoup plus moral, en plus d'une bonne relation avec le président de la fédération qui me fait entièrement confiance. Je n'ai pas



encore terminé le travail que j'ai entamé depuis mon arrivée. Je pouvais partir ailleurs et gagner plus de ce que je perçois actuellement. Mais, si je ressens que je ne peux pas progresser avec cette équipe, alors je vais partir", a-t-il conclu. APS

ELIMINATOIRES MONDIAL 2014 GROUPE 8 Algérie Bénin fixé au 26 mars à Blida

Le match Algérie-Bénin, comptant pour la 3e journée (Gr. 8) des éliminatoires de la Coupe du monde 2014, se jouera le mardi 26 mars au stade Mustapha-Tchaker de Blida à 20h30, a annoncé lundi soir le sélectionneur national, le Bosnien Vahid Halilhodzic. En vue de cette sortie, les Verts entameront le 20 mars un stage bloqué au centre technique national de Sidi Moussa (Alger) qui s'étalera jusqu'au 26 du même mois, a précisé le coach national lors de l'émission sportive de la télévision nationale Saâ Ryadha". Lors des deux premières journées des éliminatoires, l'Algérie s'est imposée devant le Rwanda (4-0), avant de s'incliner devant le Mali (2-1), en match délocalisé à Ouagadougou (Burkina Faso). Après ce match face au Bénin à domicile, les Verts enchaîneront avec deux déplacements de rang, à Porto Novo (Bénin) et Kigali (Rwanda) en juin, avant d'accueillir le Mali en septembre. L'Algérie pointe à la 3e place au classement de son groupe, à une longueur du Bénin, leader avec 4 points.

Cuisine

Chou-fleur aux œufs



Ingrédients :
1 chou-fleur d'1kg
5 œufs
1 pincée de safran
Poivre, cumin
1 pincée de piment fort
100 g de fromage râpé
Sel

Préparation :
Retirer les feuilles vertes du chou-fleur et le tailler en bouquet, les laver délicatement.
Mettre les bouquets de chou-fleur dans une cocotte d'eau, ajouter le gingembre, le safran, le poivre et le sel et laisser cuire à couvert jusqu'à ce qu'ils soient tendres et fermes, les égoutter dans une passoire.
Battre les œufs dans un bol, assaisonner de cumin, piment fort et de sel, bien mélanger.
Disposer les bouquets de chou-fleur égouttés dans un plat à gratin.
Verser les œufs sur le chou-fleur et parsemer avec le fromage râpé.
Faire cuire dans un four préchauffé à 200°C jusqu'à ce que la surface du gratin soit bien dorée.

Cookies



Ingrédients :
200 g de beurre
10 cl d'huile
3 œufs
100 g de graines de sésames
200 g de chocolat noir coupé en petits morceaux
180 g de sucre en poudre
2 sachets de levure pâtisseries
1 pincée de sel
La farine selon le mélange

Préparation :
Travailler énergiquement dans une jatte le sucre en poudre et le beurre ramolli jusqu'à ce qu'il forme un mélange crémeux, ajouter l'huile et les œufs, bien mélanger, incorporer les graines de sésames, le chocolat coupé en petits morceaux, la levure, le sel, ajouter la farine tamisée peu à peu et pétrir pour obtenir une pâte homogène et souple.
Façonner avec la pâte des petits tas de 3 cm de diamètres, les disposer sur une plaque de cuisson recouverte de papier sulfurisé, les espacer pour ne pas coller entre eux.
Faire cuire dans un four préchauffé à 200°C jusqu'à ce que les bords des cookies commencent à dorer.

MANUCURE

Les bons gestes pour de jolies mains



Agressées tout au long de l'année par des lavages répétés, le froid, le vent, le soleil et les détergents, nos mains ont, en effet, besoin d'un minimum de soins. Quelques bons gestes à adopter au quotidien vous assureront de jolies mains.

PAR OURIDA AÏT ALI

Hydratez-les matin et soir
Massez vos mains avec une crème hydratante et protectrice après chaque lavage et le soir avant de vous coucher. Faites bien pénétrer la crème sans essuyer. Pour conserver des mains douces et belles, utilisez plusieurs fois par jour des crèmes hydratantes concentrées en glycérine ou karité qui laissent un film protecteur à la surface de la peau.

N'oubliez pas les gants
Pour les tâches ménagères, protégez-vous avec des gants.
Évitez l'eau chaude qui détruit la barrière de protection épidermique, préférez plutôt un savon gras et portez des gants en caoutchouc pour les travaux ménagers.

Nettoyez vos mains et vos ongles aussi

Lavez-vous toujours soigneusement les mains après avoir fait vos courses, touché de la terre, caressé un animal, etc. Les occasions d'attraper des bactéries par contact sont infinies, un minimum de précautions est alors nécessaire.
- Ne laissez jamais vos mains mouillées

sans les essuyer.
- Pour dégager le contour de l'ongle, repoussez les cuticules avec un bâtonnet en bois et ne coupez pas les petites peaux.

Remède de grand-mère
Contre les mains gercées
Appliquez sur les mains plusieurs fois par jour la préparation que vous aurez obtenue en amalgamant le jus d'un citron, deux c. à café de miel et deux c. à café de glycérine.

Contre les mains rouges
Trempez vos mains dans de l'eau chaude salée, puis massez-les avec de l'huile d'olive.

Contre les taches marrons sur les mains
Cela arrive souvent après avoir épluché certains légumes. Pour y remédier, mélanger le jus d'un citron et 50 g de pulpe de papaye. Enduisez vos mains de ce mélange et laissez agir vingt minutes. Rincer à l'eau. Si vous n'avez pas de pulpe de papaye, sachez que la plupart des taches sur les mains ne résistent pas à l'eau de Javel.

Pour des mains douces
Massez vos mains avec de la pomme de terre cuite écrasée. Vous pouvez également, après s'être lavée les mains, les frotter avec un jus de citron.

PÉDICURE

Prenez vos pieds en main !

Froid, chaleur, humidité, frottements et frictions sont le lot de nos pieds. Même si la peau qui les recouvre est dix fois plus épaisse que celle du visage, elle exige des soins précieux pour les garder en forme et en santé.

Soins quotidiens
A l'heure du bain ou de la douche, n'oubliez pas de bien savonner vos pieds. Plus important encore, séchez-les complètement, en passant votre serviette entre vos orteils pour éviter de créer des zones humides propices à la prolifération de bactéries. Enduisez-les ensuite de crème hydratante par des mouvements circulaires. Les pieds ne contiennent aucune glande sébacée, ils sont donc naturellement secs : voilà pourquoi une hydratation quotidienne est nécessaire pour que la peau soit douce et lisse.

Massez-les souvent
Prenez cinq minutes par jour pour masser vos pieds. Profitez du moment où vous étalez de la crème pour le faire. Massez la plante des pieds, les chevilles,

les orteils et le talon. Pétrissez doucement la peau en faisant des torsions. Puisque beaucoup de connexions nerveuses sont présentes dans le pied, quand on les stimule, on ressent une sensation apaisante.

Le soin «total»
Une fois par mois, offrez-vous un soin total et complet. Faites tremper vos pieds dans une eau tiède. Ensuite, procédez au gommage, massage, pédicure et autres soins douceurs pour vos pieds.

Deux recettes de gommage maison
- Mélangez 1 c. à soupe d'huile d'amande douce à 1 c. à thé de sucre.
- Mélangez une tasse de farine de maïs et 2 c. à soupe d'huile d'avocat ou d'huile d'amande.

Bain de pieds aromatisé
Infusez une tasse d'herbes fraîches ou 1/2 tasse d'herbes séchées dans quatre litres d'eau bouillante. Choisissez parmi ces herbes, parfaites pour ce type de bain :



lavande, sauge, pin, mauve, laurier, noyer et romarin. Filtrez et laissez refroidir légèrement avant d'y tremper vos pieds pendant une vingtaine de minutes.

Trucs et astuces

Un rince-bouche bon marché
Gargarisez-vous avec le mélange suivant : une c. à thé de bicarbonate mélangé à une demi-tasse d'eau.
Rincez ensuite votre bouche à l'eau froide.



Tenir les pieds au chaud
Pour tenir les pieds au chaud, placez une mince couche de plumes ou de celles des oreillers dans le fond des bottes. Recouvrez avec une semelle isolante.



Vernis à ongle trop épais
Rajoutez quelques gouttes de dissolvant à vernis dans votre vernis et il deviendra plus facile d'application.



Une bouillotte qui reste chaude plus longtemps
Ajoutez 1 c. à soupe de sel à l'eau que vous avez chauffé pour la bouillotte. L'eau restera chaude plus longtemps (et les pieds également !)



O. A. A.

Des rats acquièrent un sixième sens grâce à un implant cérébral

Des chercheurs américains sont parvenus à mettre au point un implant cérébral qui donne la capacité de percevoir la lumière infrarouge que nos yeux ne peuvent normalement pas distinguer.

Vision, audition, goût, odorat, toucher, oui mais... Qui n'a au monde jamais rêvé d'avoir un 6e sens ? ou même de disposer de facultés supérieures à la normale, de tout voir, de tout entendre mieux que n'importe qui ? Cette possibilité vient aujourd'hui de franchir un nouveau pas dans la réalité avec la prouesse réalisée par des chercheurs de l'université Duke aux Etats-Unis. Ces derniers ont inventé un implant cérébral qui permettrait de percevoir de la lumière normalement invisible à notre oeil : les infrarouges.

Rapportés dans la revue Nature Communication, ces travaux, menés sur des rats, sont les premiers à aboutir sur un dispositif capable de donner un tout nouveau sens à un animal. L'implant en question est une neuroprothèse composé d'un détecteur infrarouge reliée à des microélectrodes, elles-mêmes connectées à une région du cortex liée au toucher. C'est notamment cette dernière qui reçoit des informations provenant des vibrisses, les fameuses moustaches des rats. Pour tester leur dispositif, les chercheurs ont ainsi procédé en plusieurs étapes.

Une lumière ressentie et "touchée"

Dans un premier temps, ils ont entraîné des rats exposés à trois diodes à se diriger vers celle qui s'allumait afin de pousser un levier leur permettant d'obtenir quelques gouttes d'eau. Puis, ils ont équipé les



rongeurs de la neuroprothèse et ont recommencé l'expérience cette fois-ci avec trois lumières infrarouges. Les premiers jours, les sujets ne se sont pas toujours dirigés vers la bonne direction, celle de la lumière allumée.

Toutefois, les chercheurs ont constaté qu'après avoir appuyé sur l'interrupteur, les rats se mettaient à se frotter les moustaches, suggérant ainsi qu'ils "sentaient" bien la lumière infrarouge, comme s'ils la touchaient. En poursuivant les expériences, il a alors fallu un mois pour confirmer complètement l'efficacité du dispositif : passé ce délai, les rats avaient pleinement associé la nouvelle sensation

avec les sources de lumière et étaient capables de trouver dans 100% des cas, laquelle des lumières étaient allumées.

Les rats qui ne possédaient pas le dispositif eux, ne parvenaient pas la plupart du temps à trouver la bonne. "Ce que nous avons réalisé ici, c'est démontrer que nous pouvions créer un nouveau sens chez les rats en leur permettant de "toucher" la lumière infrarouge que les mammifères ne peuvent détecter", a expliqué le docteur Miguel Nicolelis qui a dirigé les travaux. Néanmoins, la démonstration ne s'arrête pas là puisqu'elle a également permis de faire une découverte d'importance.

Un pas en avant pour soigner des person-

nes aveugles ou sourdes ?

En effet, l'étude démontre qu'une région cérébrale et des neurones, impliqués dans un sens précis peuvent aussi interpréter d'autres types d'informations sensorielles. "Les nerfs ont répondu en même temps au toucher et à la lumière infrarouge. Ceci montre que le cerveau humain peut acquérir de nouvelles capacités qui n'ont jamais été expérimentées par l'animal avant cela", a ajouté le scientifique.

Cela indique également qu'en théorie, une personne aveugle pour cause de dommage au niveau du cortex visuel pourrait recouvrer la vue en utilisant un implant sur une autre partie de son cerveau. Tout comme pourrait le faire une personne devenue sourde en raison de dommages au niveau du cortex auditif. "Ceci suggère que, dans le futur, il serait possible d'utiliser des dispositifs de type prothèses pour restaurer des modalités sensorielles qui ont été perdues, telles que la vision, en utilisant une partie cérébrale différente", a confirmé le docteur Nicolelis cité par le Telegraph.

Et pour ceux qui veulent aller encore au-delà, en flirtant avec la science-fiction, cette recherche pourrait également ouvrir la voie à la possibilité d'améliorer ou d'exacerber les capacités dont disposent déjà les animaux y compris l'être humain. "Cela pourrait être de détecter des rayons X, des ondes radio, ou n'importe quoi d'autres", a précisé le scientifique.

Une goutte d'encre en forme de gecko au milieu de la Voie Lactée

Grâce à la caméra WFI du télescope de l'ESA basé au Chili, il est possible d'observer le brillant amas d'étoiles NGC 6520.

L'Observatoire de La Silla de l'Observatoire européen austral (ESO), au Chili a réussi à capturer un superbe cliché qui montre le brillant amas d'étoiles NGC 6520 et son voisin, le nuage sombre Barnard 86 à la forme de gecko. Cet ensemble cosmique est visible sur fond de millions d'étoiles brillantes situées dans la partie la plus lumineuse de la Voie Lactée. Cette région est même si dense en étoiles qu'on ne voit pratiquement aucun bout de ciel noir dans cette partie de la constella-

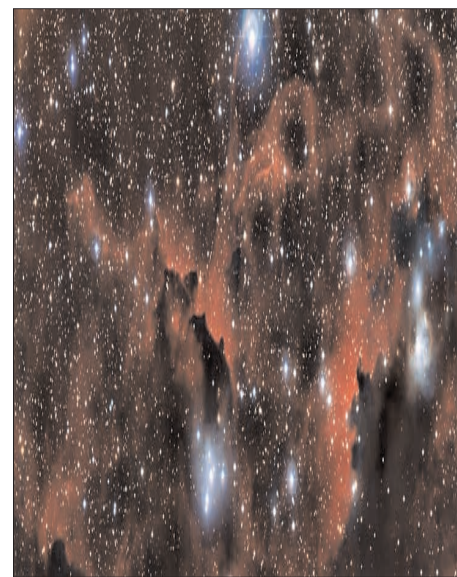
tion du Sagittaire. Le colossal nombre d'étoiles qui illuminent cette région fait ainsi d'autant plus ressortir la noirceur des nuages comme Barnard 86 qui apparait au centre de l'image réalisée par la caméra WFI (Wide Field Imager), un instrument installé au foyer du télescope. Il s'agit en fait d'une petite nébuleuse sombre isolée connue sous le nom de "globule de Bok" (du nom de l'astronome Bart Bok qui a pour la première fois observés ce type d'amas en 1940).

Ces globules sont des amas de poussière et de gaz au centre duquel des étoiles peuvent naître. Décrit comme "une goutte d'encre sur un ciel lumineux" par son découvreur,

Edward Emerson Barnard, Barnard 86 ressemble à un espace dénué d'étoile ou une fenêtre ouverte sur un ciel lointain. Mais en réalité, l'amas se situe au premier plan, devant le champ d'étoiles. Ce nuage froid et dense constitué de minuscules grains de poussière fait ainsi écran devant la lumière des étoiles, ce qui donne l'impression que cette région est opaque.

Les astronomes supposent que Barnard 86 s'est formé à partir des restes d'un nuage moléculaire qui s'est effondré sur lui-même formant l'amas d'étoiles NGC 6520 tout proche.

Mais il reste difficile d'en apprendre davantage sur lui en raison du nombre incroy-



able d'étoiles dans cette zone, située à 6.000 années-lumière de notre Soleil. D'après les scientifiques, NGC 6520 serait vieux de quelque 150 millions d'années.

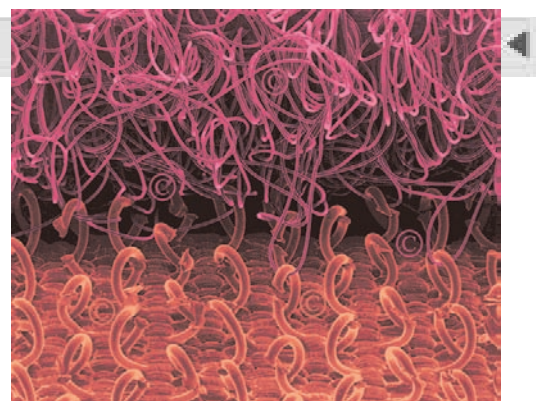
L'encyclopédie

DES INVENTIONS

VELCRO

Inventeur : Georges de Mestral -Date : 1951 -Lieu : Suisse

L'invention du Velcro est due à Georges de Mestral. Celui-ci constatait souvent, en rentrant de la chasse, que des bardanes restaient accrochées à ses vêtements. Il eut alors l'idée de fixer des crochets analogues sur des bandes de tissu, qui s'accrocheraient entre elles et feraient office de fixation.



CHARLIZE THERON



de nouveau blonde platine

Charlize Theron, après s'être rasé le crâne pour *Mad Max : Fury Road*, a laissé ses cheveux bruns repousser un temps avant de retourner au blond platine !



Niall Horan

il n'a pas de temps pour l'amour

Niall Horan s'est séparé de sa petite-amie, Amy Green, avouant n'avoir tout simplement pas de temps à consacrer à sa vie amoureuse.



Kate Moss

égérie glamour de Kerastase

Kate Moss est la nouvelle égérie de la marque de soins capillaires Kérastase. Ultra glamour, la Brindille y apparaît plus belle que jamais.

Horaires des prières pour Alger et ses environs	
Fadjr	05h56
Dohr	13h02
Asr	16h08
Maghreb	18h39
Icha	19h58

Le **MIDI LIBRE** met à la disposition de ses lecteurs deux numéros pour signaler une éventuelle absence du journal dans leurs quartiers.

0777.10.49.42
0550.18.37.57

FACE AUX DÉFIS

Les journalistes de la région méditerranéenne appellent à la solidarité



Un appel à la solidarité entre les journalistes de la région méditerranéenne pour faire face aux différents défis auxquels se heurte la profession a été lancé par les participants à la Conférence internationale méditerranéenne annuelle sur les médias, organisée du 15 au 17 février à Tanger (nord du Maroc).

Les professionnels et représentants des syndicats du bassin méditerranéen ont notamment insisté, dans une déclaration sanctionnant les travaux de la conférence, sur l'importance de la solidarité avec les journalistes victimes de la crise économique dans la rive Nord qui entraîne souvent la perte d'emplois et aggrave leur précarité, ainsi qu'avec les journalistes de la rive sud de la Méditerranée qui connaît, actuellement, une situation d'instabilité politique.

Les participants ont, ainsi, condamné les politiques des éditeurs, qui procèdent à des coupes sauvages dans les effectifs des rédactions dans les pays touchés par la crise économique, et ont dénoncé la violence contre les médias et les pressions

exercées sur les journalistes dans les pays connaissant des crises politiques.

Ils ont également appelé les journalistes des pays méditerranéens à travailler en commun au renforcement de la solidarité dans cette région pour répondre à toutes sortes d'atteintes graves contre leur emploi, leurs conditions de travail, leurs droits syndicaux et même leurs personnes physiques.

Par ailleurs, les syndicats réunis à cette occasion, ont rejeté toute politique de division, de manipulation et d'intolérance en appelant à la mise en oeuvre d'un programme d'action pour sauver les emplois des journalistes victimes de la crise, assurer la sécurité des journalistes dans les zones de conflits, défendre activement le rôle des journalistes dans l'édification de sociétés démocratiques par l'instauration de la confiance et du dialogue.

Pour rappel, un Centre méditerranéen des études et recherches sur les médias a été créé, lors de cette conférence, et ayant particulièrement pour mission de renforcer les liens entre les organes de presse et d'enrichir le dialogue et la connaissance mutuelle entre les pays de la région.

La Conférence a été organisée par la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et le Syndicat de la presse marocaine (SNPM), avec la participation des représentants de plusieurs syndicats de la presse du pourtour méditerranéen.

Des rencontres et tables rondes animées par d'éminentes personnalités du secteur médiatique et axées notamment autour des sujets du service public de l'information dans un contexte mondial en mutation étaient au programme de la rencontre.

AÉROPORT DE SÉTIF

Saisie de 69.000 euros

Un montant de 69.000 euros a été saisi par les services des douanes de l'aéroport "8 mai 1945" de Sétif au cours des dernières 12 heures, a-t-on indiqué lundi à la direction générale de ce corps sécuritaire.

Selon la chargée de communication de

la direction locale des douanes algériennes, ce montant était en possession d'un homme, âgé de 53 ans, de nationalité algérienne arrivé de France.

Le mis en cause qui sera présenté à la justice s'est vu infliger une amende de 10 millions de DA, a précisé la même source.

EL OURICIA (SÉTIF)

Deux enfants se noient dans une retenue collinaire

Deux enfants d'une même famille, âgés de 4 ans, sont morts lundi après midi, par noyade dans une retenue collinaire, à El-Ouracia, au nord de Sétif, a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile.

Alertés par les citoyens, les pompiers ont pu récupérer les corps sans vie de ces enfants, un garçon et une fille, après une recherche de plus de trois heures, a précisé un responsable.

Le plan d'eau servant à l'irrigation agricole d'une capacité de 150.000 m3, est implanté à 700 m du domicile de ces victimes qui ont été acheminées vers l'hôpital du chef lieu de wilaya, après l'intervention rapide des sapeurs pompiers, a-t-on signalé. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale afin de déterminer les circonstances exactes de ce drame, a-t-on souligné à la Protection civile.

Très Libre

SCANDALE DE LA VIANDE DE CHEVAL
L'UE EXIGE DES TESTS ADN DANS LES PLATS CENSÉS CONTENIR DU BOEUF



sidou@lemidi-dz.com

VOL DE CÂBLES A BOUZEDJAR (AIN TEMOUCHENT)

Près de 220 clients d'ACTEL privés d'Internet

Près de 220 clients de l'antenne d'ACTEL de Bouzedjar sont privés d'Internet depuis la nuit du 17 au 18 février, en raison d'un vol de câbles téléphoniques de deux chambres situées au centre-ville, a-t-on appris lundi du chargé de communication de la direction opérationnelle des télécommunications (DOT) d'Ain Temouchent.

D'une longueur de 145 mètres linéaires, le premier câble a été sectionné et arraché, alors que le second d'une longueur identique a été sectionné seulement a-t-il précisé, estimant le préjudice subi par ACTEL à 637.000 DA.

Les auteurs de ce méfait ont été arrêtés par la brigade de Gendarmerie nationale de Bouzedjar, a-t-on signalé de même source.

MANSOURAH (GHARDAIA)

Près de deux kilos de kif traité saisis

Près de deux kilogrammes de kif traité ont été saisis samedi par les éléments de la sûreté de wilaya, au domicile d'une personne résidant dans la localité de Mansourah (100 km au sud de Ghardaia), a-t-on appris lundi de source judiciaire près la cour de Ghardaia.

Cette quantité a été saisie suite à l'arrestation, au cours d'un contrôle de routine, d'un individu en flagrant délit de consommation de drogue à Berriane, qui a, après interrogatoire, divulgué sa source

d'approvisionnement à Mansourah, a précisé la même source.

Dépêchés sur lieux, les policiers ont découvert, dans le domicile du dealer, une quantité estimée à près de deux kilogrammes de kif traité sous forme de plaquettes destinées à la commercialisation et quelques plants pour la culture de kif.

Déférés devant le magistrat instructeur, quatre individus impliqués dans cette affaire ont été écroués.

CELA C'EST PASSÉ DIMANCHE SUR LES CÔTES D'ESPAGNE

26 clandestins secourus

Une embarcation de 26 candidats à l'émigration clandestine a été secourue, au moment où elle tentait de gagner les côtes espagnoles, dimanche, ont indiqué des sources de la Garde civile et des secours espagnols.

La barque a été repérée par les radars du Système intégral de surveillance extérieure (SIVE), alors qu'elle se trouvait en difficulté à 16 milles nautiques de la côte de Grenade, dans le sud de l'Espagne, ajoutent les mêmes sources, précisant que la barque était sur le point de chavirer à l'arrivée des secouristes. Les migrants ont été conduits ensuite jusqu'au port de Motril, à Grenade, où ils ont été pris en charge par les volontaires de la Croix-Rouge espagnole, avant d'être confiés à la police nationale pour enquête.



Il s'agit de la première embarcation à atteindre la côte de Grenade depuis le début de l'année 2013.

Les clandestins doivent être placés dans un centre d'internement des étrangers en situation irrégulière en prévision de leur rapatriement vers leur pays d'origine.